

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera
Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band: 64 (2014)
Heft: 1

Buchbesprechung: Buchbesprechungen = Comptes rendus

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Schweizergeschichte / Histoire suisse

Historisches Lexikon des Fürstentums Liechtenstein. Vaduz, Historischer Verein für das Fürstentum Liechtenstein / Zürich, Chronos Verlag, 2013. 2 Bände, 1093 Seiten.

Le *HLFL*, paru en 2013 en deux gros volumes de plus de 500 pages chacun, est né des discussions des années 1980 ayant abouti au *Dictionnaire historique de la Suisse (DHS)* (13 volumes, 2002–2014, en trois langues). Il s'en inspire, mais la Société d'histoire de la principauté du Liechtenstein a pris en 1988 la responsabilité de faire «son» dictionnaire comme le rappelle en avant-propos le chef de projet, Arthur Brunhart. Le défi était grand (petit réservoir d'historiens, manque d'expérience lexicographique, administration plus lourde que prévu). L'équipe fut agrandie après le remaniement du projet en 1999.

Le *HLFL* a repris les grandes lignes de la conception du *DHS*: les articles suivent l'ordre alphabétique et les notices sont consacrées aux familles, aux biographies, aux lieux, aux thèmes (partis, secteurs économiques, etc.), accompagnées d'une bibliographie plus ou moins étendue. Les textes, bien sûr en allemand, ne posent pas de problème trop ardu à un francophone.

Les familles ont quasi toutes un petit article. Les dynasties à la tête du pays depuis le XIV^e siècle (comtes de Werdenberg-Sargans, barons de Brandis, comtes de Sulz, comtes de Hohenems et princes de Liechtenstein) ainsi que les Habsbourg ont bien évidemment un article nettement plus fourni, chacun illustré d'une carte de leurs possessions et d'une généalogie simplifiée et suivi des biographies de leurs membres les plus importants. La famille régnante actuelle est présentée dans une trentaine de pages. D'origine autrichienne, possessionnée en Bohême, Moravie et Basse-Autriche, elle acquit en 1699 la seigneurie de Schellenberg et en 1712 le comté de Vaduz qui, réunis, formèrent désormais la principauté de Liechtenstein. Chaque souverain est présenté dans un article développé, tout particulièrement Franz Josef II et Hans-Adam, les deux derniers princes régnants.

Les biographies des sujets (notamment politiciens, ecclésiastiques, industriels, artistes) sont beaucoup plus courtes. On peut noter que si les frictions entre Hans-Adam et ses sujets sont évoquées sans détour dans plusieurs articles, la notice concernant l'archevêque de Vaduz, Mgr Haas, ne dit rien de son conflit avec ses anciennes ouailles, rappelé très discrètement dans l'article sur le diocèse de Coire.

Les articles géographiques, outre celui consacré au Liechtenstein, font la part belle aux onze communes du pays et à quelques-uns des hameaux qui les composent. Chacune (Balzers, Eschen, Gamprin, Mauren, Planken, Ruggell, Schaan, Schellenberg, Triesen, Triesenberg et Vaduz) est présentée depuis la préhistoire sous les angles économiques, démographiques, culturels et politiques. Le nom des présidents de commune (*Gemeindevorsteher*, depuis 1864, date d'une loi sur les communes), des curés et des chapelains sont donnés dans des listes sans doute fort utiles; je regrette toutefois que les personnes ayant leur biographie ne soient

pas directement repérables (un astérisque aurait suffi, comme on en trouve, pour une autre raison, dans la liste des landammans). Ayant des relations étroites avec la principauté, les pays (Autriche, Allemagne, Suisse) et les régions proches (Vorarlberg, Bavière, Baden-Wurtemberg), mais aussi les lointains Etats-Unis sont présents. Géologie, cours d'eau, montagnes, alpages complètent le tableau.

Les articles thématiques présentent surtout l'économie, les institutions, les événements et la culture. On lira avec un intérêt tout particulier ceux concernant les banques et la place financière, qui semblent nettement plus habiles que les établissements suisses à échapper aux listes noires. Dans les institutions, l'Eglise tient une place prépondérante, même si le courant voulant la séparer de l'Etat est plus actif depuis l'érection de l'archidiocèse de Vaduz en 1997. Toutes les églises paroissiales et les chapelles ont leur propre notice (illustrée par une vue du bâtiment) qui résume leur histoire et donne quelques éléments architecturaux. Pour les institutions profanes, le texte sur le Parlement (*Landtag*) permet une brève incursion dans le passé – absolutisme (1818–1862), constitutionnalisme (1862–1921) et dualisme (depuis 1921) – avec un tableau du résultat des élections depuis 1922, qui complète l'article sur la principauté, déjà mentionné.

Les événements sont généralement brièvement évoqués. Certains touchent la principauté et ses voisins suisses, comme la guerre de Zurich et celle de Souabe, et il est intéressant de voir les choses sous un autre point de vue. La notice sur l'historiographie liechtensteinoise montre sa tardive professionnalisation et ses récentes collaborations avec des instituts universitaires suisses.

Toute une série de brefs articles traitent de divers thèmes, comme la presse, le droit, les partis, l'école, les entreprises (citons Hilcona, Hilti, Hoval, Jenni, Spoerry & C^{ie}), les spécificités locales (voir l'*eiserne Kuh*, qui signifie entre autres une redevance pour l'entretien d'une vache). La partie probablement la plus maigre est celle qui concerne la culture, même si des notices sont consacrées aux collections, aux galeries, sans parler des artistes. On aurait en outre apprécié une illustration plus abondante dans ce domaine.

Les deux volumes sont en effet enrichis d'infographies, de cartes (celles des onze communes sont au 1: 25 000), de portraits (il y en a de beaux des Hohenems), d'objets (surtout pour les périodes préhistoriques). Mais ces illustrations sont parfois un peu tristes (en sépia, en gris, vieilles cartes postales) et leur mise en page est uniforme (elles sont presque systématiquement en bas de page). Par contre, les pages qui introduisent chaque lettre de l'alphabet sont une réussite.

Le Liechtenstein et la Suisse ont beaucoup en commun, dont les banques, l'émigration des Walser, les alpages, l'emploi courant du dialecte. Il serait faux cependant de ne voir dans le premier qu'une Suisse en miniature et dans les deux volumes du *HLFL* qu'un clone du *DHS* malgré les nombreuses similitudes des deux ouvrages. On peut féliciter nos collègues d'avoir, en dépit des difficultés, persévéré dans leur entreprise et les engager à poursuivre dans la présentation du passé de leur pays.

Lucienne Hubler, Pully

Historisches Lexikon des Fürstentums Liechtenstein. Vaduz, Historischer Verein für das Fürstentum Liechtenstein / Zürich, Chronos, 2013. 2 Bände, 1093 Seiten.

Anzuzeigen ist hier eine bemerkenswerte Leistung, vor der man nur den Hut ziehen kann: Nach gut zwei Jahrzehnten Erarbeitungszeit erscheint das Historische Lexikon des Fürstentums Liechtenstein, ein – wie es sich selbst nennt – «Pionierwerk», das das kleine Land am östlichen Rand der Schweiz in all seinen

Facetten beschreibt. Das Lexikon enthält 2600 Artikel, 510 Fotografien und 232 Tabellen, Grafiken, Stammtafeln und Karten. Um die Grösse dieser Leistung zu ermessen, reicht es, auf die heutige Bevölkerungszahl des Fürstentums Liechtenstein hinzuweisen: 37 000. Es gibt in Liechtenstein weder einen Lehrstuhl für liechtensteinische Geschichte noch eine geisteswissenschaftliche Fakultät – gleichwohl zeichnen sich die Artikel des Lexikons durch ein konstant hohes, professionelles Niveau aus. Voraussetzung für diese Professionalität war einerseits die bereitwillige Unterstützung durch die öffentliche Hand, andererseits ein Redaktionsteam, das sich voller Begeisterung an die anspruchsvolle Aufgabe machte.

Die Wurzeln des Projekts reichen in die 1980er Jahre zurück: Damals überlegte man sich, ob und allenfalls wie das Fürstentum Liechtenstein in das Historische Lexikon der Schweiz (HLS) einzubeziehen wäre. 1988 ging der Historische Verein für das Fürstentum Liechtenstein in die Offensive: Er sprach sich für ein eigenständiges Werk aus und übernahm die Trägerschaft. Allerdings blieb die Kooperation mit dem HLS über all die Jahre bestehen. Als Projektleiter wurde der Balzner Historiker Arthur Brunhart gewählt. Er erarbeitete die Konzepte, verfasste die Stichwortlisten und sprach schon in den 1990er Jahren die ersten Autoren an. Verpflichten liessen sich schliesslich praktisch alle Spezialisten, die sich je mit liechtensteinischer Geschichte beschäftigt haben. Dies war auch nötig, denn sie waren nicht für langwierige Archivrecherchen bezahlt, sondern eher für das Zusammentragen und Ordnen schon vorhandener Erkenntnisse. 2001 ging die Trägerschaft vom Historischen Verein direkt auf das Land Liechtenstein über. Gleichzeitig wurde eine feste Redaktion eingerichtet, der im Laufe der Jahre die jungen Historiker Fabian Frommelt (Redaktionsleitung), Patrick Sele, Donat Büchel, Jürgen Schindler, Roswitha Feger-Risch und Julia Frick angehörten.

Das Lexikon deckt alle Epochen ab, von der Steinzeit bis zur Gegenwart, von den Römern bis zu den Liechtenstein, wobei der zeitliche Schwerpunkt auf den beiden letzten Jahrhunderten liegt. Wirtschaft und Gesellschaft werden genauso behandelt wie Politik und Kultur. Die Musik ist also genauso ein Thema wie der Sport, die Schule, die Industrialisierung, das Gesundheitswesen oder die Landwirtschaft. Zahlreiche Fotografien illustrieren die beiden Bände und laden zum Schmökern ein. Ein besonderes Augenmerk gilt den Beziehungen zu den Nachbarländern, sei es auf regionaler Ebene (Werdenberg, Sargans, Feldkirch), sei es auf bilateraler Ebene (zum Beispiel Währungsvertrag mit der Schweiz). Zu den Kernstücken des Lexikons gehört die umfassende Präsentation der elf Liechtensteiner Gemeinden Balzers, Eschen, Gamprin, Mauren, Planken, Ruggell, Schaan, Schellenberg, Triesen, Triesenberg und Vaduz. Sogar beim Haupt- und Residenzort Vaduz handelt es sich mit seinen 5000 Einwohnern nach herkömmlichen Massstäben nach wie vor um ein Dorf. Gleichwohl sind die 15 Seiten, die dieser Gemeinde gewidmet sind, erkenntnisreich.

Bei den biographischen Artikeln liess man sich vom Grundsatz leiten, möglichst jede Persönlichkeit von historischer Bedeutung (darunter auch zahlreiche noch lebende) abzuhandeln. Über die Familienartikel ist fast jeder Liechtensteiner auf die eine oder andere Art im Lexikon vertreten. So erfahren wir etwa, dass 1990 42 Personen den Namen Allgäuer trugen und dass das Geschlecht aus Eschen seit 1555 nachgewiesen ist. Natürlich wird auch die seit drei Jahrhunderten wichtigste Familie des Landes, die der Liechtenstein, ausführlich vorgestellt. Insgesamt werden 49 Vertreter der Dynastie, darunter 18 weibliche, mit Biographien gewürdigt. Zwar haben sich die Beziehungen zwischen der Landes-

geschichte und der Dynastiegeschichte in den letzten Jahrzehnten ein wenig gelockert, sie sind aber nach wie vor eng, was sich zuletzt beim sogenannten Verfassungsstreit zeigte: Er erschütterte die liechtensteinische Innenpolitik in den 1990er Jahren und endete 2003 mit einer Volksabstimmung zugunsten einer politisch starken Monarchie.

Über die Notwendigkeit einzelner Lemmata kann man wie bei jedem Lexikon geteilter Meinung sein, und wie immer reiten einige Autoren voller Enthusiasmus ihr Steckenpferd. Insgesamt jedoch ist die ordnende Hand der Redaktion ständig spürbar, was dem Werk guttut und es aus einem Guss erscheinen lässt.

Im Gegensatz zum HLS ist das HLFL nicht in einer elektronischen Version verfügbar. Es wäre sehr zu wünschen, dass eine online-Version geschaffen und das Wissen auf diese Art und Weise auf dem aktuellen Stand gehalten werden könnte. Liechtenstein befindet sich nämlich in einem starken Wandel: Der Finanzplatz muss sich von seinem traditionellen Modell verabschieden und verfolgt neuerdings eine Weissgeld-Strategie, und das Land, das während langer Zeit Überschüsse erwirtschaftete, muss zum ersten Mal seit der Krise der 1930er Jahre wieder sparen lernen.

Christoph Maria Merki, Triesen

Entstehung Schweiz. Unterwegs vom 12. ins 14. Jahrhundert. Hg. vom Schweizerischen Nationalmuseum, Forum für Schweizer Geschichte Schwyz. 208 Seiten, 55 farbige Abbildungen.

Am 29. Oktober 2011 eröffnete das Forum Schweizer Geschichte Schwyz, die Zentralschweizer Stelle des Schweizerischen Nationalmuseums, die neue Dauerausstellung zur Geschichte der Entstehung der Eidgenossenschaft im Mittelalter. Zur Eröffnung erschien die gleichnamige Begleitpublikation. Vorweg soll gesagt werden, dass es mit einigen Schwierigkeiten verbunden ist, eine Publikation zu einer Ausstellung zu bewerten, umso mehr, wenn der Rezensent die Ausstellung selber gar nicht besucht hat. Der hohe Aufwand, der mit der Erarbeitung eines solchen Werkes verbunden ist, rechtfertigt durchaus, dass Begleitpublikationen als unabhängige und selbständige Werke wahrgenommen werden, die auch ohne den direkten Bezug zur eigentlichen Ausstellung funktionieren und auch dementsprechend beurteilt werden sollten.

Die Begleitpublikation *Entstehung Schweiz* ist auf den ersten Blick ein reichhaltig illustrierter Sammelband und kein Ausstellungskatalog. Das 208 Seiten umfassende Buch enthält insgesamt elf Artikel mit einem Umfang von jeweils vier bis fünf Seiten. Sie sind in fünf beziehungsweise drei Abteilungen gegliedert und werden jeweils durch vier Abbildungen von Exponaten mit dazugehörigen Objekttexten voneinander getrennt. Wie aus der Einleitung von Andre Spillman hervorgeht, beabsichtigt das Buch in Blicken auf drei geopolitische Räume die Entstehungsgeschichten der Schweiz in Szene zu setzen. Ziel der Ausstellung und damit auch des Buches ist eine kritische Reflektion über die Geschichte der Schweiz jenseits nationalstaatlicher Grenzen und der Betonung, dass es nicht eine einzig wahre Geschichte der Schweiz geben kann. Dies wird auch im einführenden Artikel zur Entstehung der Schweiz im Überblick von Thomas Maissen deutlich. In seiner Darstellung der politischen und wirtschaftlichen Verflechtungen im Gebiet der späteren Schweiz fordert er beim Blick auf die Geschichte der Schweiz im Mittelalter die Auflösung von gedachten staatlichen Grenzen. Daran schliessen nun die erwähnten Blicke auf die geopolitischen Räume aus jeweils unterschiedlichen Perspektiven. Der Blick auf Mitteleuropa beginnt bei einer Un-

tersuchung eines wichtigen Bestandteils in der traditionellen Schweizer Geschichte, dem Eid. Diesen beschreibt André Holenstein nicht als aussergewöhnlichen Ritus oder Zeremoniell, sondern als einen festen und beinahe alltäglichen Bestandteil in der politischen und rechtlichen Kultur des Mittelalters. Am Beispiel des Kommunalwesens norditalienischer Städte zeigt Denise Tonella, dass es im Verlaufe des 12. und 13. Jahrhundert auch an anderen Orten und Regionen Europas Bestrebungen zur Selbstverwaltung und Loslösung von herrschaftlicher Gewalt gab und diese auch einen Einfluss auf die Entwicklungen im Gebiet der heutigen Schweiz hatten. In der Entwicklung der Schrift und schriftlicher Dokumente in der juristischen Verwaltung sieht Bernard Andermatt ein wichtiges Moment hin zur Etablierung stabiler politischer Systeme. Der Blick auf Europa ist somit in erster Linie eine Darstellung politischer Strukturen, die sich in Europa zur vermeintlichen Gründungszeit der Schweiz entwickelten.

Der folgende Blick auf den Alpenraum lässt sich anhand der Schlagworte Export, Import und Transport als alpine Wirtschaftsgeschichte charakterisieren. Als Erstes beschreibt Claudius Sieber-Lehmann die Bedeutung, die die alpinen Passstrassen bereits im späten Mittelalter für den gesamten europäischen Raum hatten. Der Aufschwung des Handels im Zusammenhang mit den sich entwickelnden Märkten und Messen ist das Thema von François de Capitani. Auch er zeichnet das Bild eines wirtschaftlich offenen und vernetzten Europas im Mittelalter, dessen Verkehrsknotenpunkte auch das Gebiet der heutigen Schweiz betrafen. Ähnlich beschreibt Kurt Weissen die Entwicklung der Geldwirtschaft und des Bankenwesens, und die damit zusammenhängenden wirtschaftlichen Verflechtungen, die auch die politischen Strukturen in der Schweiz beeinflusst haben. Der Blick auf die Zentralschweiz richtet sich letztlich auf die politischen Strukturen und Herrschaftsbeziehungen innerhalb der Eidgenossenschaft. Der Artikel von Peter Blickle nimmt sich ebenfalls des Themas der Kommunalisierung an und knüpft damit an den Artikel von Tonella an. Kathrin Utz Tremp zeigt anhand der Bedeutung der Städte im Gebiet der heutigen Schweiz, wie die Entwicklung der Eidgenossenschaft nicht ohne herrschaftliche Elemente und Strukturen funktionierte. In Erika Hebeisens Darstellung der Schlacht von Sempach klingt durch, dass die Kriege im Gebiet der Eidgenossenschaft nicht nur als reine Befreiungskriege zu deuten sind, sondern es dabei stets auch um die Sicherung von Herrschaftsstrukturen ging. Die Publikation endet mit dem Artikel von Georg Kreis, in welchem er die Geschichte der Entstehungsgeschichte der Schweiz nachzeichnet.

Die Artikel zeichnen sich dadurch aus, dass sie einzelne Elemente einer mythischen Entstehungsgeschichte der Schweiz dadurch dekonstruieren, indem sie in einen gesamteuropäischen Kontext gestellt werden. Sie alle beschreiben das Gebiet, in dem sich die Schweiz entwickelt hatte, als eine offene, vernetzte und von überregionalen Prozessen beeinflusste Region, welche zur «Gründungszeit» noch weit von einer politischen oder kulturellen Einigkeit entfernt war. Durch die unterschiedlichen Blicke, welche auf einzelne Themen gerichtet werden, gelingt es der Publikation zu zeigen, dass es sich bei der Entstehung der Schweiz um eine Vielzahl von ineinander verflochtenen Geschichten handelt und nicht um eine einzige, lineare Entwicklung vom Rütlichschwur bis zum modernen Nationalstaat.

Zum Schluss stellt sich die zu Beginn dieser Rezension gestellte Frage, ob das Buch als eigenständige Publikation über die Geschichte der Schweiz funktioniert.

Gemessen am Inhalt müsste man diese Frage verneinen. Die Publikation zielt darauf ab, die bisherige Geschichte der Schweiz kritisch zu hinterfragen, ohne dabei aber diese etablierten Vorstellungen genau auszuformulieren. Sie setzt also die Kenntnis der bereits geschriebenen Schweizergeschichte(n) voraus, ohne dies zu explizieren.

Auch der Beitrag zur Forschung ist relativ gering, was mit der Kürze der einzelnen Artikel zu tun hat. Gerne wünschte man sich ausführlichere Behandlung von historischem Quellenmaterial oder den Bezug auf theoretische Ansätze aus den Geschichtswissenschaften. Es handelt sich also nicht um einen geschichtswissenschaftlichen Sammelband – was auch nicht die Absicht der Publikation gewesen ist – sondern um eine sehr gute Begleitpublikation zu einer Ausstellung. Die Stärke des Buches liegt darin, dass es nicht nur auf die neue Dauerausstellung im Forum Schweizer Geschichte Schwyz aufmerksam macht, sondern potentielle Besucher mit sehr vielen Informationen ausstattet, damit sie, sobald sie die Ausstellung besuchen, sich ganz den Exponaten widmen können, ohne das Gefühl haben zu müssen, dass dies zulasten der Inhalte ginge. Dass es sich mehr um eine Lektüre zu Vor- als zur Nachbereitung handelt, kommt auch dadurch zum Ausdruck, dass eine Broschüre mit Ausflugstipps und Museen in Schwyz beigelegt ist. Nicht nur, aber besonders für Lehrpersonal der Oberstufe bietet diese Begleitpublikation ein ideales Instrument zur Vorbereitung für eine sachliche Behandlung des Themas Schweizergeschichte im Unterricht und einen damit verbundenen Besuch der Dauerausstellung in Schwyz. Auch wer die Ausstellung nicht besucht, erhält mit dieser Begleitpublikation eine schön gestaltete, informative Lektüre, die ein aktuelles Bild zur Geschichte der Schweiz vermittelt.

Flavio Hüner, Basel

Florian Hitz: Fürsten, Vögte und Gemeinden. Politische Kultur zwischen Habsburg und Graubünden im 15. bis 17. Jahrhundert. Baden, hier + jetzt, 2012. 660 Seiten, 31 Abbildungen, 3 Karten.

Das umfangreiche Buch von Florian Hitz stellt die Ergebnisse seiner im Jahre 2010 an der Universität Heidelberg angenommenen Dissertation vor, die von Thomas Maissen betreut wurde. Sein Forschungsthema war die politische Kultur und die Entwicklung der herrschaftlich-staatlichen Verhältnisse am Beispiel einer alpinen Region, der Acht Gerichte im heutigen Kanton Graubünden. Die Zeitspanne der Untersuchung umfasst eine strategische Phase der Geschichte dieser Gebiete, und zwar die Zeit zwischen der Entstehung der Landvogtei Castels als Kern des österreichischen Verwaltungsbezirks im Zehngerichtebund, die 1499 unter König Maximilian I. von Habsburg nach dem Ende des Schwabenkrieges zustande kam, und 1649, als die Gemeinden die landesherrlichen Rechte ankauften. Durch die Mitgliedschaft im Zehngerichtebund waren die Acht Gerichte gleichzeitig mit dem Grauen Bund und dem Gotteshausbund verbunden und bildeten zusammen mit diesen den Freistaat Gemeiner Drei Bünde.

Die Analyse des Autors erfolgt auf drei unterschiedlichen Ebenen. Auf der ersten Ebene werden die Phasen der Durchsetzung, wie auch der Krise, der österreichischen Landesherrschaft analysiert; auf der zweiten Ebene fokussiert die Forschung auf die Leitfragen und Ansätze der Klientelismus-Forschung und zieht die formellen und besonders die informellen Beziehungsgeflechte der Eliten in den Gemeinden in Betrachtung. Die dritte Ebene der Analyse betrifft die politische Kultur, ihre Symbolsysteme (Sprechhandlungen wie auch materielle und

symbolische Repräsentationen), die eine zentrale Rolle bei der Gestaltung des politischen Lebens spielten, wie die Arbeiten von Thomas Maissen über den Republikanismus in der Alten Eidgenossenschaft und von Randolph C. Head über die politischen Sprachen im frühneuzeitlichen Graubünden gezeigt haben.

In seinem Werk setzt sich Hitz mit den neuesten Ansätzen und Theorien auseinander, die in den letzten Jahren die Interpretation der Staatsbildung «von oben» kritisch nachgefragt und stark revidiert haben. Er hebt die Notwendigkeit hervor, die Perspektive der «Staatsbildung von unten» (*Statebuilding from below*) im Prozess der Entwicklung des frühneuzeitlichen Staats zu berücksichtigen. Dieser Perspektivenwechsel wurde insbesondere von Peter Blickle vorangetrieben (man denke an seine Arbeiten zum Kommunalismus), von André Holenstein (der von «empowering interactions» spricht, d. h. von der Rolle der Interaktionen zwischen zentraler Macht und lokalen Gruppen, Gemeinden) und von Jon Mathieu (der in seinen Forschungen den Akzent auf die kulturellen und sozialen Praktiken setzt).

Die Veröffentlichung ist in vier Teile gegliedert. Sich auf einer mikrohistorischen Ebene bewegend, erklärt der erste Teil («Territorialmächte und Staatsgebilde») die politische Rolle, die den Acht Gerichten im österreichischen Territorialkomplex zukommt sowie ihre Zugehörigkeit, auch kulturell, zu Vorderösterreich. Daneben wurden auch die Beziehungen zum Zehngerichtebund und den Drei Bünden untersucht. Im zweiten Teil, der den Titel «Verwaltungsorganisation und -praxis» trägt, wird die Organisation der Ämter und der Finanzen der Landvogtei Castels den Strukturen der österreichischen Territorialverwaltung gegenübergestellt. In diesem Kontext geht der Autor auf die Frage nach der österreichischen Klientel in den Acht Gerichten ein. Unter dem Titel «Hoheitsrechte und Herrschaftsträger» stellt der dritte Teil die Zuteilung der Herrschaftskompetenzen nach Gewaltträgern dar. Schliesslich werden die politische Kommunikation, die politische Kultur und das politische Verständnis gründlich erforscht.

In seiner Arbeit hat Florian Hitz alle möglichen (handschriftlichen und gedruckten) Quellen in Betracht gezogen, die zur Geschichte dieser Region zur Verfügung stehen: Dies hat ihm erlaubt, die Chronologie, die Struktur und die Organisation der österreichischen Herrschaft in den Drei Bünden genauer festzulegen, wie die Präzisierung des Zeitpunkts der Entstehung der Landvogtei Castels zum Beispiel zeigt (S. 217). Andererseits konnte er hervorheben, wie der Rückgriff der Acht Gerichte auf alte Rechte, der seit der zweiten Hälfte des 16. Jahrhunderts immer häufiger wurde, zeitgemäss war. Was die Anwendbarkeit der «Staatsbildung von unten»-Theorie und besonders des «empowering-interactions»-Modells betrifft, antwortet der Autor mit Sorgfalt und Umsicht (S. 638–640). Wenn das «empowering-interactions»-Modell der «Interaktion zwischen ‘unten’ und ‘oben’ eine staatsbildende Wirkung zuschreibt» (S. 639), dann passt das Beispiel von Castels zu diesem Schema nicht, da «in der politischen Kultur der Acht Gerichte [...] die fraglichen Interaktionen keine Stabilität und keine echte Gegenseitigkeit der Beziehungen» [stifteten] (S. 639).

Die Frage nach der «Staatsbildung von unten» wird also mit der Notwendigkeit einer Differenzierung des Begriffs beantwortet. Im Fall des Zehngerichtebunds, wie der Acht Gerichte, spricht Hitz von einer «kommunal-bündischen Staatsbildung», und bemerkt: «Als die Habsburger 1649 ihren faktisch längst er-

ledigten Anspruch 'von oben' in den Acht Gerichten aufgaben, blieb hier kein staatliches Vakuum zurück» (S. 640).

Ein nicht fachfremder Leser wird im Buch teilweise vermissen, dass der Autor auf eine tiefere Auseinandersetzung mit den Theorien und den Ansätzen verzichtet, die in der Einleitung kurz angedeutet werden. Bedauerlicherweise fehlt auch ein Verzeichnis der Personen und Orte.

Trotz dieser Bemerkungen, die die Qualität des Werks nicht vermindern, erfüllt das Buch von Florian Hitz zweifellos die Ziele, die es sich gesetzt hatte: Es handelt sich um eine klare, quellenfundierte, mikrohistorische Analyse der Staatsbildung und der politischen Kultur einer alpinen Region in der Frühen Neuzeit und hat den zusätzlichen Vorteil, auch für Laien sehr gut lesbar zu sein.

Simona Boscani Leoni, Heidelberg und Bern

Martin Rickenbacher: Napoleons Karten der Schweiz. Landesvermessung als Machtfaktor 1798–1815. Baden, hier + jetzt, 2011. 352 Seiten, mit Abbildungen.

Die in den Jahren nach 1845 veröffentlichte Dufourkarte begründete den Weltruf der schweizerischen Kartographie. Ohne den Einfluss Frankreichs wäre jedoch Mitte des 19. Jahrhunderts eine erfolgreiche Landesvermessung auf dem neusten Stand der Technik nicht möglich gewesen. Martin Rickenbacher untersucht in seiner an der Universität Basel eingereichten Dissertation anhand schweizerischer und ausländischer Archivquellen den bislang nicht bekannten Umfang der französischen Kartierungsaktivitäten in der Schweiz zwischen 1798 und 1815, die von der schweizerischen Historiographie bis in die jüngste Zeit nicht ihrer Bedeutung gemäss gewürdigt wurden.

Als französische Genieoffiziere 1779–1781 den Grenzabschnitt zur Schweiz zwischen Genf und Basel vermessen, war Frankreich in den Bereichen «Geodäsie» und «Kartographie» die führende Macht Europas, die mit der Carte de France bereits über eine auf einer landesweiten Triangulation beruhende Karte des eigenen Staatsgebiets verfügte. Die Militär-Ingenieure hatten ihre Ausbildung an der königlichen Ecole du génie von Mézières in den Ardennen erhalten. In der 13-örtigen Eidgenossenschaft fehlte hingegen eine mit wissenschaftlichen Methoden erstellte Landeskarte. Erst kurz vor dem Ende des Ancien Régime gelangten dank privater Initiative zwei grössere Vermessungsprojekte zur Ausführung. Während der Aarauer Seidenbandfabrikant Johann Rudolf Meyer seinen Plan einer neuen Schweizerkarte zwischen 1796 und 1802 in der Form des Atlas Suisse verwirklichen konnte, kam das von der Ökonomischen Gesellschaft unterstützte Vorhaben eines Kartenwerks für die Stadtrepublik Bern und anschliessend für die ganze Schweiz von Professor Johann Georg Tralles nach der französischen Invasion 1798 zum Erliegen. In der Periode der Helvetik wurden zwar Ideen und Konzepte zur Landesvermessung entwickelt, doch scheiterten sie wegen Mangels an Fachkräften, fehlender finanzieller Ressourcen und nicht zuletzt wegen der Kurzlebigkeit des helvetischen Zentralstaats. Zu diesem Zeitpunkt hatte die Tätigkeit der französischen Ingenieur-Geographen in erster Linie die genaue Kenntnis der von der Grande Nation kontrollierten Gebiete zum Zweck. Für den Ersten Konsul kam eine Karte einer Kriegswaffe zur Ausdehnung des eigenen Herrschaftsraums gleich. Aufgrund seiner strategischen Bedeutung rückte 1801 auch das Alpenland in das Blickfeld von Napoleon Bonapartes kartographischen Interessen. Daraus ging 1802 ein französisch-schweizerisches Landesvermessungsprojekt hervor. Als die Spezialisten des Bureau topogra-

phique Français en Helvétie, denen der Autor biographische Porträts widmet, 1803 ihre Tätigkeit aufnehmen wollten, sah sich allerdings der durch die Mediationsakte entstandene Staatenbund der 19 Kantone nicht imstand, die von der Helvetischen Republik eingegangenen finanziellen Verpflichtungen einzuhalten. Napoleon entschloss sich daraufhin, die Schweiz auf Kosten Frankreichs zu kartieren. Die Triangulationsmessungen und topographischen Aufnahmen dauerten von 1804 bis 1813, ohne dass das Ziel einer Carte de l'Helvétie erreicht worden wäre. Martin Rickenbachers Recherchen in den französischen Archiven ergaben, dass die Ingenieur-Geographen ein Gebiet aufzunehmen vermochten, das vom Genfersee bis zum Bodensee reichte und 14% der Fläche der heutigen Schweiz umfasste. Die Ost- und die Südschweiz blieben unberücksichtigt. Vom Austausch von Messungen und Berechnungsergebnissen profitierten auch Schweizer Ingenieure und Wissenschaftler. Der Zürcher Hans Conrad Finsler, der die Idee einer Landesvermessung bereits als helvetischer Finanzminister verfolgt hatte, erreichte als eidgenössischer Oberstquartiermeister, dass die Tagsatzung 1810 und 1817 Kredite für die Durchführung trigonometrischer Vermessungen bewilligte und dass kantonale Triangulationen in Gang kamen. Das Militär übernahm, wie fünfzig Jahre zuvor in Frankreich, im Vermessungswesen zusehends die Führungsrolle. Wie stark die französischen Leistungen die Entwicklung der schweizerischen Kartographie beeinflussten, wurde in der Person Guillaume-Henri Dufours sichtbar. Der Genfer hatte die Ecole polytechnique in Paris und die Genieschule in Metz absolviert und leitete nach seiner Ernennung zum Oberstquartiermeister der eidgenössischen Truppen 1832 die Erstellung einer Topographischen Karte der Schweiz. Ein Entwurf des eidgenössischen Triangulationsnetzes von 1835 zeigt, dass die geodätischen Arbeiten der schweizerischen Ingenieur-Offiziere in die während der napoleonischen Epoche von den Franzosen vorgenommenen grossflächigen Dreiecksmessungen integriert wurden. In der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts wurde der Beitrag der französischen Militär-Geographen in der Fachliteratur teilweise negativ beurteilt und geriet langsam in Vergessenheit.

Der Beschreibung der französischen Kartierungstätigkeit zwischen 1798 und 1815 gehen eine Einleitung mit Begriffserklärungen und Angaben über die Methodik der Landesvermessung um 1800 und ein fundierter Überblick über die Entwicklung der Kartographie in Frankreich und in der Schweiz vor 1800 voraus, der viele Informationen enthält, die bisher nur in speziellen Periodika zu finden waren. Mit Hilfe entsprechender Computerprogramme analysiert der Verfasser die Genauigkeit der zwischen 1712 und 1850 entstandenen Karten und weist nach, dass die Schweizer erst lange nach den Franzosen eine gute Kartenqualität erreichten. Interessant sind die Abschnitte über die im revolutionären Frankreich vorangetriebene Normierung der Kartographie, welche unter anderem das metrische System und die Nordorientierung der Karten mit sich brachte. Auch Erläuterungen zum französischen Kataster fehlen nicht, der ein zentrales Element zur Definition des Privateigentums und zur Durchsetzung der Steuergerechtigkeit bildete. Der Aufbau der Monographie bringt es mit sich, dass gewisse Redundanzen nicht ausbleiben. Dies vermag den positiven Gesamteindruck aber nicht zu trüben. Martin Rickenbacher legt ein Werk zur schweizerischen Kartographiegeschichte vor, das Massstäbe setzt. *Andreas Fankhauser, Solothurn*

Le radicalisme à Genève au XIX^e siècle, un mouvement au pluriel, sous la direction d'Olivier Meuwly et Nicolas Gex. Genève, Slatkine, 2012. 263 pages.

Faire le point sur le radicalisme genevois au XIX^e siècle. Objectif captivant fixé par un colloque scientifique dont les actes, *Le radicalisme à Genève au XIX^e siècle, un mouvement au pluriel*, sont publiés aux Editions Slatkine. Tant de choses ont été écrites sur ce mouvement politique mythifié à Genève comme nulle part ailleurs, que les attentes sont grandes pour voir enfin ce domaine de l'histoire politique renouvelé. Beaucoup de publications, mais bien peu qui se démarquent d'un esprit partisan que le recul offert par le poids des ans devrait aider à surmonter.

Les contributions de ce volume couvrent ainsi un ensemble de problématiques très éparées, des pensées juridiques de James Fazy, grand artisan de la révolution radicale genevoise de 1846, à quelques articles focalisant sur divers acteurs de l'époque, autant partisans qu'opposants au radicalisme, en passant par la question des chemins de fer. Plusieurs contributions présentent des problématiques qui dépassent les frontières de la cité de Calvin. En particulier, l'article de Dominique Wisler sur Ernest Naville, grand partisan de la représentation proportionnelle, et celui de David Auberson, qui observe la révolution genevoise depuis le canton de Vaud, apportent du relief à des événements bien connus de l'histoire locale.

En ouverture de volume, le très intéressant article de Véronique Mettral, décortique la pensée juridique de James Fazy appliquée aux «droits individuels». Un travail utile et bien construit qui permet de comprendre autant les origines que les conséquences de l'action du leader radical au milieu du XIX^e siècle. On rattache enfin quelques anecdotes connues de la vie de Fazy, dont ses rencontres avec Lafayette, à des conséquences concrètes dans son action politique. Alors que plusieurs auteurs regrettent l'absence bien connue de monographie d'importance sur James Fazy, Véronique Mettral enrichit incontestablement les connaissances sur le radicalisme. Encouragé par cette première contribution, le lecteur attend un travail équivalent sur d'autres facettes du bouillant leader radical, notamment en matière de pensée économique, mais il reste au final un peu sur sa faim en regrettant que cet ambitieux projet ne soit qu'une contribution de plus versée à un mythe maintes fois cultivé.

Ce que démontre pourtant Véronique Mettral, avant tout, c'est que le mystère qui entoure la pensée de Fazy appartient pleinement à son mythe. Pour autant que les archives soient accessibles, rien n'empêche un historien de décrypter Fazy, au-delà des éléments maintes fois répétés. De comprendre l'importance du Saint-simonisme ou de la Charbonnerie, deux éléments connus de la première partie de son existence, dans sa pensée et son action politique. Dans ses tentatives de réussir dans les affaires, également, toute une réalité du radicalisme est trop peu présente dans cet ouvrage. Dès lors, le «système radical» évoqué mais trop peu décortiqué, peine à dépasser une formule convenue que le lecteur ne peut que rattacher à des dynamiques interpersonnelles.

C'est ainsi dans les focales mises sur plusieurs acteurs de cette époque, Carl Vogt et Georges Favon, que réside un autre intérêt du livre. Derrière l'imposante figure du père fondateur, se cache un nombre méconnu de personnalités aussi originales les unes que les autres. Par contre, autre élément participant à la culture du mythe, si le recueil évoque des opposants aux radicaux genevois, l'un, le Général Dufour, est traité bien trop superficiellement. L'autre Albert Galeer, est

mort avant la révolution radicale, en sorte que le tableau présenté manque de contradictions solides.

Quels sont les détails de ce système radical, notamment sous James Fazy? En quoi les efforts des radicaux genevois pour construire un système bancaire neuf, ce qui se produit dans plusieurs cantons suisses, participe-t-il à une nouvelle manière d'appréhender l'Etat et son action? Ces questions restent malheureusement encore sans réponse. Emprisonné dans un mythe que les auteurs et les éditeurs n'ont visiblement pas osé affronter, *Le radicalisme à Genève* en vient à perdre son lecteur. Comme lorsque, en quelques pages, deux versions contradictoires d'un même événement sont données. Alors que dans son introduction, Olivier Meuwly indique que la constitution de 1842, d'ailleurs oubliée par d'autres contributeurs, renvoie le suffrage universel «aux calendes grecques» (p. 27), Véronique Mettral affirme exactement l'inverse, en affirmant que ce même texte l'a «consacré» (p. 56).

Près de deux siècles plus tard, la naissance et le développement du radicalisme sont toujours aussi fascinants et conservent leur part de mystère. Entretenu hélas. *Le radicalisme à Genève*, ne fait, avec beaucoup de regrets, pas exception à la règle. Il n'empêche qu'il s'agit, pour peu qu'on s'éloigne de James Fazy, d'un ouvrage intéressant où les historiens du droit se distinguent tout particulièrement.

Olivier Perroux, Genève

Lea Haller: **Cortison. Geschichte eines Hormons, 1900–1950.** Zürich, Chronos Verlag, 2012. 280 Seiten, 11 Abbildungen (Interferenzen – Studien zur Kulturgeschichte der Technik, Bd. 18).

Lea Hallers Geschichte des Cortisons geht von der zunächst simpel erscheinenden Frage aus: Wie kam es, dass ein Hormon aus einer Drüse, von der man seit 1855 wusste, dass sie lebenswichtig ist, später zur Therapie einer Reihe chronischer Krankheiten eingesetzt wurde (S. 241)? Oder anders formuliert: Wie hat sich zwischen 1900 und 1955 der technische und epistemologische Zugriff auf die Hormone der Nebenniere gewandelt, und wie hat sich gleichzeitig das Wissen über den Körper und die Rechtfertigung medizinischer Praxis verändert (S. 19)? Da Haller nicht den geläufigen Narrativen der Historiographie des Cortisons folgt, nimmt sie die Leser/innen auf eine packende Reise mit, auf der einem nicht einfach nur Substanzen, Chemiker und Institutionen begegnen, sondern man wird in Schlachthäuser und Cockpits von Kampfpiloten geführt und dringt bis in die entlegendsten Winkel Afrikas und Lateinamerikas vor.

Aber nun von Anfang an. Da sich die Transformation der Substanz nur als Transformation auf der Ebene des Wissens verstehen lässt, zeichnet Haller in vier Kapiteln minutiös die Möglichkeitsbedingungen des Cortisons nach. Im ersten Kapitel fokussiert Haller das Aufkommen der Hormontheorie um 1900. Über diese Hormontheorie wurde das Problem der Nebenniere zusehends chemisch interpretiert. An der Vorstellung eines von chemischen Botenstoffen regulierten Körpers entzündete sich ein Streit zwischen chemisch und morphologisch argumentierenden Physiologen, der über zwei Jahrzehnte hin die endokrinologische Forschung strukturierte. Am Ende dieses Entwicklungsstranges stand Adrenalin, das synthetisch hergestellte Hormon der Nebenniere, welches aber nicht wie erhofft den tödlichen Ausfall dieses Organs kompensierte.

Das zweite Kapitel verfolgt die chemisch-pharmazeutische Suche nach dem «lebenserhaltenden Prinzip» der Nebenniere. Ende der 1920er Jahre war man sich einig, dass die Nebenniere aus zwei Teilorganen bestehe (dem Mark und der

Rinde), die zwei unterschiedliche Hormone produzieren, wobei das Rindenhormon (Cortin) und nicht das Hormon des Marks (Adrenalin) lebenswichtig sei. Die Reformulierung dieser physiologischen Lösung lautete in der organischen Chemie: Aus dem natürlichen Extrakt Cortin sollte jene chemische Substanz isoliert werden, die für die Hormonwirkung zuständig war. Vor diesem Hintergrund etablierte sich in den 1930er Jahren eine von Notwendigkeit und Konkurrenz geprägte Kooperation zwischen Haco, Organon, Ciba und dem späteren Nobelpreisträger Tadeus Reichstein. Die Fallstudie zu diesem Forschungsverbund, der vornehmlich anhand von Quellen aus dem Ciba-Archiv (Firmenarchiv Novartis) sowie aus dem Nachlass Tadeus Reichsteins (Staatsarchiv Basel-Stadt) analysiert wird, zeigt eindrücklich, dass das erste, 1938 von Ciba auf den Markt gebrachte synthetische Rindenhormon nicht das Resultat der pharmazeutischen Standardisierung eines biologischen Wirkstoffes war, sondern dass es einem Zusammenspiel von Know-how, Materiallieferungen, existierender produktionstechnischer Anlagen, patentrechtlicher Vorteile und intensiven Verhandlungen geschuldet war.

Kaum auf dem Markt, wurde dieses synthetische Produkt Gegenstand einer Kontroverse, die sich von der Lebenswichtigkeit verabschiedete und die Adaption des Körpers an physische Belastungen ins Zentrum stellte. Diese Verschiebung steht im Zentrum des dritten Kapitels. Die These, dass bestimmte Rindenhormone zwar für das Beheben eines körpereigenen Mangels nicht zentral seien, hingegen für die Adaptation des Organismus an Belastung von Bedeutung seien, stand auch im Zusammenhang mit der Konzeption eines neuen Hormonkörpers. Therapeutisch trat nun an die Stelle des Ersatzes bei Hormonmangel die Vorstellung eines optimierbaren Leistungskörpers; was beispielhaft an den Belastungen insbesondere von Kampfpiloten im Zweiten Weltkrieg debattiert wurde.

Das vierte Kapitel analysiert nochmals ein völlig neues Feld pharmazeutischer Forschung und therapeutischer Problemlagen. Um eine ergiebige industrielle Produktion von Cortison zu ermöglichen, suchten die Schweizer Chemiker nun nicht mehr in den Schlachthäusern nach einem Ausgangsstoff für eine Teilsynthese, sondern vor allem in Afrika. Konkret ging es darum, eine bestimmte *Strophanthus*-Art zu finden, die bei der Steroidsynthese als Ersatz für Gallensäure in Frage kam. Nach zweijähriger pharmazeutischer Entwicklung, botanischen Suchaktionen, transnationalen Abkommen und Materialflüssen, therapeutischen Testphasen und medialen Inszenierungen war Cortison endlich marktreif. Um aus dieser Substanz einen Kassenschlager zu machen, reichte seine materielle Produktion jedoch noch keineswegs aus. Zunächst mussten verschiedene medizinische Disziplinen zur systematischen Symptomtherapie übergehen. Denn Cortison heilte nicht, es generierte lediglich einen Körper, der Gesundheit simulierte.

Haller kennt sich bestens aus in der Historiographie pharmazeutischer Stoffe. Sie grenzt sich allerdings nicht nur gegen ältere Narrative ab, sondern auch gegenüber der neueren Forschung, wo viel von «Standardisierung» die Rede ist (S. 124f.) – und zeigt, dass eben gerade «nichts stabil» (S. 246) ist, aber die Forschungen dennoch nicht chaotisch und völlig gesetzlos vor sich gingen (S. 20). Besonders gelungen sind die Ausführungen zur «Rasterfahndung» nach einem neuen Stoff durch «Ratten- und Hundeeinheiten» (S. 99–102); dann aber auch die Ausführungen zur Forschung als Materialschlacht. (So wurden bereits in den ersten Jahren der Cortison-Forschung die Nebennieren einer Herde von fast 1,5 Millionen Kühen verarbeitet.) Und wenn einen Haller in den Dschungel mitnimmt, vergisst man endgültig, dass man hier eine Dissertationsschrift in Händen hält

und nicht einen Roman. Da Haller nicht den «Masternarrativen» folgt und es ihr nicht darum geht, den «Anteil der Schweizer Gruppe sichtbar zu machen» (S. 25), verfolgt die Autorin auch zahlreiche Nebenpfade und nicht-intendierte Nebenwirkungen der Cortison-Forschung; so kommt etwa auch die Entstehung der mexikanischen Pharmaindustrie zur Sprache (S. 212f. und 218). Es sind gerade diese Episoden, wo in den Mikrostudien der Blick auf's grosse Ganze nicht verloren geht, die die Studie nicht nur für Interessierte an «schweizerischer» Wissensgeschichte absolut lesenswert macht.

Beat Bächli, Bern

Urs Hofmann: Innenansichten eines Niedergangs. Das protestantische Milieu in Basel 1920 bis 1970. Baden, hier + jetzt, 2013. 317 Seiten.

Die gesellschaftlichen Umwälzungen der 1960er Jahre gingen mit massiven Kirchnaustrittswellen einher. Der Kanton Basel-Stadt nahm dabei im Schweizer Vergleich eine Vorreiterrolle ein. Dafür sucht Urs Hofmann eine Erklärung, indem er nicht nur die 1960er Jahre, sondern auch die Jahrzehnte davor, seit dem Ersten Weltkrieg, untersucht. Er begeht dabei nicht den Fehler, die Austrittswelle aus dem Kontext von 1968 zu reissen und die protestantische Kirche dafür verantwortlich zu machen. Vielmehr gelingt ihm eine sorgfältige und bedachte Analyse des Diskurses des Basler protestantischen Milieus zwischen 1920 und 1970. Als Quellen dienen Hofmann mehrere Kirchenzeitschriften, Zeitungsartikel und Vereinsprotokolle. Zudem unternimmt er eine profunde Milieuanalyse und macht sogenannte Milieumanager und deren Vernetzung aus. Aufgrund dieser Texte und Daten erkennt der Autor zwei Diskurse, die über den gesamten Untersuchungszeitraum parallel verliefen. Einerseits war sich das protestantische Milieu einer Krise bewusst und entwickelte eine eigentliche Krisenmentalität. Andererseits versuchte sich die Kirche neu in der Gesellschaft zu positionieren. Die Debatte um eine Neupositionierung veranschaulicht Hofmann anhand ausgesuchter Themen, darunter die Berufung der Nachfolge des Basler Theologieprofessors Karl Barth sowie die Haltung zur Atom-Initiative von 1962. Hofmann betont die Heterogenität der Basler Protestanten und zeigt auf, wie die Krise der Kirche auch zu einer Transparenz dieser Heterogenität gegen aussen führte. Am Beispiel der Haltung gegenüber der Atom-Initiative, gegenüber Radio und Fernsehen sowie gegenüber den Fabriken wird sehr schön sichtbar, wie sich die spätere Umwelt- und Konsumkritik-Bewegung der 1970er Jahre in kirchlich-protestantischen Kreisen langsam herausbildete. Diese sollte zum Tragpfeiler einer kleineren, aber erneuerten protestantischen Kirche in Basel werden. Die Bedeutung der Basler Mission speziell für die Basler Kirche und die Rolle der aus der Mission hervorgegangenen Dritt-Welt-Bewegung in der Neupositionierung der Basler Protestanten wird allerdings nicht besprochen.

Hofmann kommt zum Schluss, dass die Entkirchlichung des vormaligen protestantischen Basler Bürgertums auch tatsächlich mit einer Säkularisierung einhergegangen ist. Er widerspricht damit Autorinnen wie Grace Davie, die ein «believing without belonging» beobachtete. Die Einordnung dieser Studie in die internationale religionswissenschaftliche Forschung – insbesondere der Vergleich mit den USA, aber auch mit skandinavischen Ländern – war weder intendiert noch nötig, hätte aber interessiert. Im schweizergeschichtlichen Vergleich wird eine Gegenüberstellung des Basler und des Zürcher protestantischen Milieus einmal kurz angetönt. Es kommt der Zürcher Gegenspieler von Karl Barth, Emil Brunner, zu Wort, der 1960 auf der Frontseite der Neuen Zürcher Zeitung die Debatte

um die Barth-Nachfolge eröffnete. Brunner war in den ordoliberalen Zürcher Kreisen um die NZZ und die Schweizer Monatshefte verankert. Er brachte es fertig, die Besetzung des Lehrstuhls an der theologischen Fakultät in Basel als politische Weichenstellung für oder gegen den Kommunismus darzustellen. Brunner und Gleichgesinnte waren insofern erfolgreich, als sie die Berufung des bekannten Barth-Schülers Helmut Gollwitzer verhindern konnten, indem sie ihm Nähe zum Kommunismus vorwarfen. Eine gesellschaftspolitische Neuorientierung der Basler Protestanten fand in den 1960er Jahren trotzdem statt, wie der Autor feststellt.

Interessierten Laien, von denen es im Basler Bürgertum nicht wenige geben dürfte, ist insbesondere das dritte Kapitel über die innerkirchlichen Diskussionen im Kontext des Kalten Krieges empfohlen. Es ist schade, dass der hier und jetzt Verlag die Lektüre dieser überlegt gestalteten Arbeit mit einem nicht nachvollziehbaren Layout erschwert hat.

Andrea Franc, Universität Basel

Konrad Stamm: Der «grosse Stucki». Eine schweizerische Karriere von weltmännischem Format, Minister Walter Stucki 1888–1963. Zürich, Verlag Neue Zürcher Zeitung, 2013. 418 Seiten, Abbildungen.

Konrad Stamm würdigt mit diesem Buch die herausragende Lebensleistung des Berner Wirtschaftsdiplomaten Walter Stucki, damit dieser seinen «verdienten Platz in der Geschichte» erhalte und etwas Überfälliges nachgeholt werde (S. 376). Stucki wurde 1917 mit nur 29 Jahren von Bundesrat Schulthess in den Bundesdienst geholt und sogleich Generalsekretär des Volkswirtschaftsdepartements. 1925 wurde er nach einem kurzen Intermezzo in der Privatwirtschaft Direktor der Handelsabteilung. 1934–1940 war er, der oft als «achter Bundesrat» bezeichnet wurde, wiederholt als künftiges Mitglied der Landesregierung im Gespräch. 1944 war dies dann, als Pilet-Golaz ersetzt werden musste, aber auffallend nicht mehr der Fall. 1938–1944 war er als Botschafter in Paris und Vichy fern von der Schweiz und durch seinen nahen Umgang mit Pétain kompromittiert. Gemäss Stamm hatte Stucki bei Kriegsende seinen Karrierezenit überschritten (S. 17, 319, 340). 1946 erzielte er als Chefunterhändler in Washington im Streit um die deutschen Vermögenswerte und das Nazi-Gold nochmals einen Verhandlungserfolg, dieser wurde zu Hause offiziell zwar anerkannt, von manchen jedoch nur wenig gewürdigt (S. 15, 331).

Stucki war – wie sein Biograph – Berner und wurde als solcher auch – stereotypisierend – als «Dickschädel» charakterisiert (S. 220). Der junge Stucki wollte nicht nur aus familiären Rücksichten die aus Zürich ihm angebotene Direktion des Vororts (heute «économie suisse») nicht annehmen (S. 52). Er war stolz auf sein Bernertum (S. 129, 143, 220) und wollte nicht nur aus Respekt vor der Verfassung auch dann seine Kantonszugehörigkeit nicht aufgeben, als ihm z. B. das Bürgerrecht von Rorschach angeboten wurde, damit er neben dem Berner Minger in den Bundesrat hätte einziehen können (S. 95).

Wer jetzt Auskünfte zu dem Mann sucht, der ein Leben lang angeblich eher widerwillig, aber mit grossem Erfolg vor allem als Gestalter der Wirtschaftsaussenbeziehungen der Eidgenossenschaft tätig war, dem steht nun eine detailreiche und den Biographierten plastisch wiedergebende Darstellung zur Verfügung. Dabei werden nicht nur die Stärken und Erfolge, sondern auch die Schwächen und Niederlagen sichtbar gemacht. Die bis anhin weniger offensichtlichen Seiten des Prominenten kann der Autor aufgrund von erstmals ausgewerteten Tage-

buchaufzeichnungen und der zahlreichen Briefe aufzeigen. Da Stuckis diplomatische Berichte bereits von Edgar Bonjour ausgewertet worden sind, verzichtet Stamm darauf, diese in seine Darstellung nochmals einzubeziehen. Die Umschreibung der Wirtschaftsverhandlungen als zentrale Leistung bleibt zwangsläufig etwas allgemein, weil sich diese unter anderem auch wegen ihrer Komplexität schwer vermitteln lassen.

Das wenig deklarierte Hauptthema dreht sich um die Frage, welche Gestaltungsmöglichkeiten eine Person mit ausserordentlichen Fähigkeiten in einem ordentlichen Regierungsapparat hat und wie die Umgebung mit dieser Herausforderung zurechtkommt. In späteren Jahren erklärte der Chefbeamte Stucki, er sei zu alt, um nur die «zweite Geige» zu spielen (S. 219). Eine bloss sekundäre Rolle wollte er aber schon früher nicht spielen. Nur widerwillig nahm er die Unterstellung unter einen Departementschef hin, sprach wiederholt den Wunsch aus, als vorgesetzte Stelle einzig den Gesamtbundesrat haben zu wollen, dies nach dem Motto, dass sieben Herren keine Herren seien (S. 109, 323, 363). Bezeichnend auch das Bonmot, dass es für ihn eigentlich keine Rolle spiele, wer unter ihm Bundesrat und Aussenminister sei (S. 270), oder, dass er erklärt haben soll, in einem solchen Gremium sicher nicht der Achte zu sein (S. 65). Eindringlich, wie «le grand Stucki» 1945 versuchte, im Aussenministerium mit dezidiertem Auftreten das Terrain zu besetzen, dann aber von dem erst ein paar Wochen später eintretenden Bundesrat Max Petitpierre («le petit Pierre») sanft an seinen Platz zurückgeschoben wurde (S. 322).

1935–1937 versuchte sich Stucki als Parlamentarier. Stamm bemerkt dazu zutreffend, dass Stuckis Format nicht ins Muster dieser Versammlung von Volks- und Interessenvertretern passte: «Stucki vertrat niemanden ausser sich selbst» (S. 131). Das in seinem Büro angebrachte Motto: «Erfüll all' Tage Deine Pflicht ...» nahm er sicher sehr ernst, aber er war es, der definierte, worin seine Pflicht bestand (S. 72). Stucki sprach verklausuliert auch von sich selbst, als er in den frühen 1950er Jahren mit Verweis auf Bubenberg und Waldmann in öffentlichen Vorträgen erklärte, dass man in der Schweiz die über das Mittelmass hinauswachsenden grossen Männer auf den Durchschnitt zurückstutze. Durchaus nachvollziehbar ist, wenn Stamm von seinem Helden sagt, dass er «autoritäre Allüren» hatte (S. 385). Das passt jedoch nur schwer zur Auffassung, dass Stucki ein guter Demokrat gewesen sei. Aber er war es – in gewisser Hinsicht: In den polarisierten 1930er Jahren vertrat er ganz entschieden die Meinung, dass alle demokratisch gesinnten Kräfte nicht nur im Parlament, sondern auch in der Regierung vertreten sein sollten. Das bewies er mit seiner Aufsehen erregenden Rede von Luzern 1937 (vgl. dazu die SZG Vol. 63, 2013, Nr. 1, S. 19–47.). Zugleich hatte er Sympathien für autoritäre Regimes. Ein Hinweis in dieser Richtung ist seine 1. August-Rede von 1936, in der er die Rettung eines in Seenot geratenen Schiffs darin sah, dass die Mannschaft einem Kapitän den Auftrag erteile, Ordnung und Disziplin herzustellen (S. 115).

Stucki, von seinem Biographen bereits im Buchtitel als «weltmännisch» bezeichnet, war in der Aussenpolitik und in der diplomatischen Welt offensichtlich besser aufgehoben. Stamm nimmt aber – ohne direkten Rückgriff auf Stucki-Formulierungen – eine etwas einseitige Einschätzung vor, wenn er von der Innenpolitik ohne Anführungszeichen von «Niederungen» oder gar von «Waschküche» spricht (S. 89, 103, 135). Das Weltmännische kommt dann vor allem in Tafelord-

nungen, alten Weinen, klassischen Möblierungen, Diplomatenwagen, chiffrierten Telegrammen, Bridge und Golf u.a.m. zum Ausdruck.

In Stamms Darstellung fällt auf, dass zwei wichtige Bereiche nur schwach beleuchtet werden: Stuckis Verhältnis zu den Mächten und Stuckis Verhältnis zur Privatwirtschaft. Seine entgegenkommende Haltung gegenüber dem faschistischen Italien erscheint als realpolitisch und als Rücksicht auf die schweizerische Beschäftigungslage. Seine schroffe Haltung gegenüber der Sowjetunion wird nicht weiter kommentiert, obwohl Stucki auch hier – wie andere Freisinnige, etwa Bundesrat Schulthess – am sowjetischen Markt hätte interessiert sein können und, wie die Schwierigkeiten von 1944 bei der Normalisierung der Beziehungen mit der UdSSR zeigten, auch da Realpolitik gefragt gewesen wäre. Stucki war ganz auf der Motta-Linie, d.h. gegen die Aufnahme der Sowjetunion in den Völkerbund und für deren internationale Isolierung (S. 85, 157). Wie er sich 1944/45 zur Anerkennung der UdSSR stellte, wird nicht dargelegt, hier heisst es bloss, Pilet-Golaz habe diese «aus ideologischen Gründen hintertrieben» (S. 275). Dagegen erfahren wir, dass Stucki stolz war, nur einmal (1953) Gast der sowjetischen Botschaft gewesen zu sein (S. 361). Klärende Überlegungen zur Frage, was pragmatisch oder realpolitisch und was nur politisch oder ideologisch war, hätte auch zu einer adäquateren Erfassung von Marschall Pétain geführt. Stuckis Feststellung, Pétain sei ein «guter Franzose», oder Stamms Feststellung, Pétain sei «kein Politiker» gewesen, greifen viel zu kurz (S. 248, 253). Seltsam wirkt die Übernahme der Vermutung, dass sich Pétain wegen «fortschreitender Alterstauheit» nicht gegen Arbeiterdeportationen und Judenverfolgungen gewehrt haben könnte (S. 250). – Zu Stuckis Verhältnis zur Privatwirtschaft erhalten wir nur späte und spärliche Auskünfte im Zusammenhang mit der Notwendigkeit, sich Alterseinkünfte zu sichern (S. 340, 370). Stucki hatte stets die wirtschaftlichen Gesamtinteressen des Landes zu vertreten; wie weit diese identisch waren mit partikularen Interessen einzelner Unternehmen, wird nicht erörtert.

Stamm legt eine solide dokumentierte und leserfreundliche Schrift vor und verfolgt damit keine wissenschaftlichen Ambitionen. Darum werden die ange deuteten Fragen nicht weiter verfolgt und wurde auch nur spärlich weitere Literatur einbezogen. In der schmalen Bibliographie steht beispielsweise das populäre Buch von William Shirer über den Zusammenbruch Frankreichs (1969); das allerdings nicht viel jüngere, aber kritischere Buch «La France de Vichy» (1972) fehlt. Der Bergier-Bericht erscheint bloss mit einem sehr pauschalen Verweis und wird inhaltlich nicht berücksichtigt. Die Publikationen von Rings und Vogler (1985) übergehend, kommt es zur unzutreffenden Angabe, dass das Faktum der Raubgold-Käufe der Nationalbank 1996 die schweizerische Öffentlichkeit überrascht habe, weil diese 1946 ungenügend informiert worden sei. Auch die Ausführungen zum Beispiel zur Kontroverse von 1955/57 zu Stuckis Rolle im «Interhandelfall» (S. 338) hätten einen Einbezug der Darstellung von Mario König (2001) erfordert.

Georg Kreis, Basel

Dominique Grisard: **Gendering Terror. Eine Geschlechtergeschichte des Linksterrorismus in der Schweiz.** Frankfurt a.M., Campus Verlag, 2011. 345 Seiten, Abbildungen (Politik der Geschlechterverhältnisse, Bd. 44).

Die Schweiz war in den 1970er Jahren nur am Rande vom sozialrevolutionären Terrorismus betroffen. Da sich Dominique Grisard aber in ihrer 2011 erschienenen, auf ihrer Dissertation basierenden Studie «Gendering Terror» auf die

«enträumlichende und entzeitlichende Wirkung von Kommunikation» (S. 280) bezieht, lässt sich in der Schweiz die diskursive Konstruktion einer terroristischen Bedrohungslage veranschaulichen. Ziel ist es, die Bedrohungswahrnehmung mit den sich im Zuge der gesellschaftlichen Aufbrüche um und nach 1968 wandelnden Geschlechterverhältnissen zu verknüpfen. Die Arbeit ist in Einleitungs-, Haupt- und Schlussteil unterteilt und basiert auf einem heterogenen Quellenkorpus (1970–1983), der hauptsächlich zu vier «Terroristenfällen» in der Schweiz Auskunft gibt.

In der Einleitung legt die Autorin die machtkonstituierenden Verknüpfungen von Terrorismus und Geschlecht auf personaler, institutioneller und symbolischer Ebene dar. Grisard denkt dabei den privaten Raum als «konstitutiven Teil des Terrorismusphänomens» (S. 13f.) mit und will so die durch den bürgerlichen Geschlechterdiskurs erfolgte Trennung von Öffentlichkeit und Privatraum überwinden. Allerdings gilt ihr Interesse nicht dem Terrorismus selbst, vielmehr dessen macht- und ordnungsver(un)sichernder Wirkung. Während die Forschung den Schwerpunkt auf die Untersuchung des «Fremden» legt, möchte Grisard die Stärkung des «Eigenen» gegenüber dem «Anderen» durch Selbstaffirmierung untersuchen, was sie überzeugend umsetzt. Grisard knüpft an aktueller Forschung an, die den Terrorismusdiskurs als triadische Konstellation von «‘Protagonisten, Antagonisten und Zuschauern’» (S. 30) versteht. Auf der Basis des «foucaultschen Verständnis[ses] von Diskurs als Macht-Wissens-Komplex» (S. 33) analysiert sie sieben im Hauptteil des Buches untersuchte Diskursfelder. Diese werden in sieben Kapiteln abgehandelt, zwei davon werde ich ausführlicher besprechen.

Während das erste Kapitel Terrorismus mittels Ursprungserklärungen aus Wissenschaft und Medien als Wissensobjekt konstituiert, untersucht das zweite Kapitel die mediale Darstellung von Terrorismus als Diskursereignis. Das dritte Kapitel zum Thema Strafrecht und Gerichtspraxis analysiert auf der Basis von Strafverfahren und Beschwerden, wie Angeklagte im Strafrechtsdiskurs in geschlechtertypisierende Erzählungen eingebunden wurden. Während der Weg einer Frau in den Terrorismus als von «psychologische[n] Schlüsselereignisse[n]» (S. 144) oder Kontakten mit Männern abhängig dargestellt wurde, war männlicher Terrorismus in der justiziellen Wahrnehmung ein durch «Milieuschäden» hervorgerufener Irrweg einer zur Mannwerdung gehörenden Politisierung. Die Betroffenen versuchte man durch eine Feminisierung in den Gerichtsurteilen zu disziplinieren und damit die «Figur des Staatsbürgers» (S. 146) zu stabilisieren. Aufgrund fehlender expliziter Normen gegen den Terrorismus wurden terroristische Attentate in der Schweiz als Staatsschutzdelikte, Sprengstoffdelikte und Entführungen geahndet. Während die Gesetzesgrundlagen der ersten beiden Deliktarten politischen Charakter besaßen, bezog sich der Straftatbestand der Entführung in der Schweiz bis dahin lediglich auf Frauen und Kinder. Bei Männern fiel er hingegen unter Nötigung. Dies ist eine der Stellen, an denen die Verknüpfung von Terrorismus- und Geschlechterdiskurs besonders überzeugend gelingt: Der Straftatbestand der Entführungen wandelte sich von etwas Schambehaftetem, Privatem in den 1950er Jahren in ein geschlechterneutrales Officialdelikt 1981, indem man ihn aufgrund der terroristischen Entführungen von der Notzucht entkoppelte. Das Kapitel lässt, auch aufgrund der etwas disparaten Einzelbeispiele, bisweilen Widersprüche stehen, trotz theoretisch stringent untermauerten Analysen, was beim Leser Verwirrung erzeugen kann. Auch werden Analogien wie die zwischen dem «Unkontrollierbaren» bei Sprengstoffattentaten und dem

«Sexualakt bzw. Orgasmus» (S. 135f.) gebildet, aber nicht vertieft. Eine strukturierte Titelhierarchie hätte zudem der Leserin eine Orientierungshilfe gegeben. Etwas ratlos macht, wenn – wie beim Untertitel «Privatisierung» – das Thema im Text kaum angesprochen wird.

Das vierte Kapitel widmet sich dem Thema «(Selbst-)Stilisierung der Terroristinnen». Während im fünften Kapitel die bundesrätliche und parlamentarische Sicherheitspolitik bezüglich des Terrorismus in den Blick genommen wird, behandelt das sechste Kapitel die «polizeiliche Observations- und Dokumentationspraxis». Das siebte Kapitel geht auf Wortmeldungen besorgter BürgerInnen ein und zeigt das Ineinandergreifen von institutionellem, medialem und zivilem Terrorismusdiskurs. Insbesondere «selbsternannte Staatsschützer rechtsbürgerlicher Kreise» strukturierten mit ihren Hinweisen «das ‘Sagbare’ des Terrorismusdiskurses» (S. 272) vor. Für gänzlich in männerbündische Strukturen eingebundene, rechtsbürgerliche Experten spielte die «[f]eministische Kritik an patriarchalen Gesellschaftsstrukturen» (S. 254) in die Hände des Terrorismus. Die Bedrohung durch den Terrorismus wurde mit der Bedrohung durch die Emanzipation in der unabhängigen Frauenfigur der «Superterroristin» (S. 259f.) verknüpft, zu der insbesondere Petra Krause gemacht wurde. Dementsprechend waren besonders «Linke, Lesben und Feministinnen» (S. 269) Inhalt von Wortmeldungen besorgter Bürger an Bundespolizei und Bundesrat. Grisard weist eindrücklich nach, dass sehr unterschiedliche Akteure ähnliche Personengruppen mit entsprechenden Verhaltensweisen des Terrorismus verdächtigten, was «[...] auf die Macht bestehender Wissenskategorien hin[deutet]» (S. 270).

Im Schlussteil des Buches zeigt Grisard, dass die «Terroristin» symbolisch an die Stelle kommunistischer, anarchistischer, fremder und weiblicher Bedrohung rückte und durch diese «Andersmarkierung» die eigenen Werte betont wurden. Da Staatsbürgerschaft mit Männlichkeit verknüpft war, versuchten Staatsmänner die Politik vor der Bedrohung durch die Frau mit einer «Reaffirmierung des männerbündischen Organisationsprinzips» (S. 284) zu schützen. Die Zumutungen des Terrorismus für das männliche «staatsbürgerliche Subjekt» erfolgten daher durch die Instrumentalisierung des Geschlechtercodes durch Terroristinnen und ihre «Performanz ‘weiblicher Männlichkeit’» (S. 287), die Infragestellung der dominanten Männlichkeit durch junge Terroristen sowie die Bedrohung «hegemonialer Männlichkeit» (S. 288) durch die Sichtbarmachung alternativer Männlichkeitsbilder. Sowohl die institutionelle wie auch die symbolische Ebene, zu denen Grisard in der Einleitung Erkenntnisse in Aussicht stellt, handelt sie im Schlusswort etwas kurz ab. Ausserdem bleibt der versprochene Ausblick leider ganz aus.

«Gendering Terror» präsentiert mit der Verknüpfung von Geschlechter- und Terrorismusdiskurs keine direkte Analyse des Terrorismus in der Schweiz. Eher stellt sie einen – über weite Strecken gewinnbringenden – Beitrag dazu dar, wie unter anderem der Terrorismusdiskurs benutzt wurde, um die hegemoniale Geschlechterordnung gegen Bedrohungen zu stärken. Insofern wird die eingangs aufgestellte These, dass das Geschlecht konstitutiv gewesen sei für den Terrorismus, nicht bestätigt. Umgekehrt aber zeigt sie umfassend, dass der Linksterrorismus konstitutiv zur Stärkung der hegemonialen Geschlechterordnung benutzt wurde.

Alexandra Locher, Zürich

Ernst Baltensperger: **Der Schweizer Franken: Eine Erfolgsgeschichte: Die Währung der Schweiz im 19. und 20. Jahrhundert.** Zürich, Verlag Neue Zürcher Zeitung, 2012. 320 Seiten.

Es ist selten, dass sich Schweizer Ökonomieprofessoren an eine umfassende historische Darstellung wagen. Meist haben sie keine Zeit dafür oder sehen keinen Sinn darin, sich mit längst vergangenen Zeiten zu beschäftigen. Dieser Zustand ist äusserst bedauerlich. Denn die Wirtschaftsgeschichte ist zu wichtig, um sie den Historikerinnen und Historikern zu überlassen. Als Generalisten sind sie oft nicht in der Lage, wesentliche Fragestellungen zu beantworten oder überhaupt erst zu erkennen. Wirtschaftsgeschichte ohne die Beteiligung der Ökonomie ist wie eine Aufführung des Hamlet ohne den Prinzen von Dänemark.

Wie gewinnbringend es ist, wenn sich Ökonomen mit der Wirtschaftsgeschichte beschäftigen, zeigt das neue Buch zur Geschichte des Schweizer Franken, das der emeritierte Berner Professor Ernst Baltensperger geschrieben hat. Gleich in dreierlei Hinsicht bringt es frischen Wind in die wirtschaftshistorische Forschung. Zunächst einmal ist es die erste Darstellung, welche die gesamte schweizerische Währungsgeschichte des 19. und 20. Jahrhunderts abdeckt. Dadurch wird nicht nur der weite Weg, den der Franken gegangen ist, gut sichtbar, sondern auch die ausserordentliche Vielfalt der geldtheoretischen Probleme, mit denen die Behörden umgehen mussten. Mit bewundernswerter Leichtfüssigkeit erörtert Baltensperger die Vorzüge und Probleme des Währungswettbewerbs und des Free Banking, die Funktionsweise des Bimetallismus und des Goldstandards sowie die wirtschaftspolitischen Gründe, welche die Schweizerische Nationalbank (SNB) 1973 veranlasst haben, den Franken frei flottieren zu lassen. Damit auch interessierte Laien den Argumenten folgen können, enthält der Anhang eine nützliche und gutlesbare Einführung in die Währungstheorie und ein ausführliches Glossar.

Zweitens zeichnet sich die Darstellung durch eine wohlthuende Ausgewogenheit im Urteil aus, die vielen Studien zur Währungsgeschichte abgeht. Immer ist spürbar, dass die Behörden ihre Entscheidungen unter den Bedingungen von grosser Unsicherheit treffen müssen und der systematische Irrtum sozusagen Teil des Geschäfts ist. Manche mögen vielleicht vermuten, der Autor schone die Schweizerische Nationalbank (SNB) zu sehr, weil er sie jahrelang beraten und das Buch mit ihrer Unterstützung publiziert hat. Ich hatte hingegen nie den Eindruck, es würden nachträglich andere Massstäbe angewandt, um Fehlentscheidungen schönzureden. Im Gegenteil: Die Tiefpunkte der Geschichte wie die Inflation während des Ersten Weltkriegs, die Deflationspolitik der 1930er Jahre, die Goldkäufe der SNB während des Zweiten Weltkriegs oder der Beitrag der SNB zur Wachstumsschwäche der 1990er Jahre werden klar benannt und offen diskutiert. Und dass die Währungsgeschichte der Schweiz insgesamt als Erfolgsgeschichte bezeichnet wird, lässt sich kaum bestreiten. Nur wenige Länder haben in den letzten zweihundert Jahren so selten monetäre Turbulenzen erleben müssen wie die Schweiz, und wenn sie eintraten, konnten sie von den Behörden immer rechtzeitig unter Kontrolle gebracht werden.

Schliesslich ragt die Darstellung durch die kompromisslose Fokussierung auf die grossen Fragen der Währungspolitik heraus. Die Geschichte wird nicht um ihretwillen erzählt, sondern auf die aktuellen Probleme bezogen. Wie er im einleitenden ersten Kapitel ausführt, sieht Baltensperger sieben Themen als besonders wichtig an: die Rolle politischer, fiskalischer und gesellschaftlicher Stabilität

für den Erfolg einer Währung; die gegenseitige Abhängigkeit monetärer, finanzieller und realwirtschaftlicher Stabilität; die Vor- und Nachteile von Metall- und Papierwährungssystemen; die Vor- und Nachteile von Wettbewerb und Monopol in der Bereitstellung von Geld und Finanzdienstleistungen; die Rolle einer Zentralbank in Metall- und Papiergeldsystemen und die Bedeutung monetärer Stabilität als vorrangiges Ziel der Zentralbankpolitik im Papiergeldsystem; die Rolle der Unabhängigkeit der Zentralbank von der Politik und gesellschaftlichen Interessengruppen; die Vor- und Nachteile fixer und flexibler Wechselkurse und die Bedeutung der monetären Souveränität.

Im Hauptteil des Buches erzählt Baltensperger, wie sich der Schweizer Franken vom Anhängsel des französischen Franc zu einer äusserst stabilen und international nachgefragten Anlagewährung entwickelt hat. Für ihn ist klar, dass dieser Aufstieg nicht nur aufgrund von glücklichen Umständen stattgefunden hat, sondern auch eine «Folge des ausgeprägten Willens zur Selbständigkeit und zur finanzpolitischen und monetären Stabilität» gewesen ist. Bei der Erzählung der einzelnen Zeitabschnitte geht Baltensperger chronologisch vor. Die grossen Zäsuren sind die Einführung des Schweizer Frankens (1850), das neue Banknotengesetz (1881), die Gründung der SNB (1905), der Erste Weltkrieg, die Weltwirtschaftskrise der 1930er Jahre, der Zweite Weltkrieg, das Bretton-Woods-System und das Zeitalter der flexiblen Wechselkurse seit 1973. Zwischen die einzelnen Kapitel sind Darstellungen und Kommentare zur Entwicklung der Münzen und Banknoten eingeführt. Die schön gestalteten Seiten sind nicht nur für Numismatiker und Sammler eine wahre Freude, sondern eröffnen auch den eher theoretisch Interessierten eine neue Welt. So wird der Münzwirrwarr, der vor 1850 herrschte, oder die Funktionsweise der Lateinischen Münzunion, welche die Zirkulation von belgischen, französischen, griechischen und italienischen Münzen in der Schweiz erlaubte, auf einen Blick fassbar. Auch der Wandel der Sujets auf den Schweizer Banknoten ist aufschlussreich.

Das Buch endet mit einem Kapitel, in dem Baltensperger die Entwicklungen der letzten zehn Jahre zusammenfasst und seine Einschätzungen zu wirtschaftspolitischen Fragen der Gegenwart erläutert. Auch dies ist ungewöhnlich für ein Geschichtsbuch, zeigt aber einmal mehr, wie anregend es ist, wenn sich ein Ökonom mit praktischer Erfahrung für historische Themen interessiert. Baltenspergers Buch ist gerade wegen seiner eleganten Verbindung von Geschichte und Gegenwart in der Öffentlichkeit sehr gut aufgenommen worden. Es ist zu wünschen, dass sich auch die historische Zunft von seiner Geschichte des Schweizer Frankens inspirieren lässt.

Tobias Straumann, Zürich

Matthias Wiesmann: **Bier und wir, Geschichte der Brauereien und des Bierkonsums in der Schweiz.** Baden, hier + jetzt, 2011. 266 Seiten, Abbildungen.

Die Geschichte der Brauindustrie und des Biertrinkens in der Schweiz ist, wie das vorliegende Buch deutlich macht, nicht nur ein Stück Unternehmens- und Wirtschaftsgeschichte, sondern ebenso ein Kapitel der Konsum- und der Arbeitergeschichte und auch eine Geschichte von Produktionstechnik und Marketing. Der Autor ist Wirtschaftshistoriker und gilt seit seiner Lizentiatsarbeit als Branchenspezialist. Er hat nun die Gelegenheit genutzt, mit Unterstützung des Branchenverbands ein ebenso schönes wie nützliches Überblickswerk zu verfassen.

Von den elf Kapiteln befassen sich fünf mit der Entwicklung des Gewerbes zu einer Fabrikindustrie. Vier Kapitel behandeln die Entwicklung des organisierten Kapitalismus in der Bierbranche im späten 19. und im 20. Jahrhundert. Zuletzt geht es um die Zeit seit 1990 mit dem Auftritt multinationaler Konzerne und dem erneuten Aufkommen von Kleinbrauereien. Immer wird deutlich, wie die Brauer einerseits Entwicklungen mitgestaltet haben, andererseits auf vielfältige Einflüsse reagierten.

Die Schweizer waren nicht von Anfang an Biertrinker, vor allem nicht auf dem Land. Der unverstandene Produktionsprozess führte bis ins 19. Jahrhundert zu Qualitätsproblemen (S. 38f.). Trotzdem entstanden zahlreiche Brauereien, und der Bierkonsum nahm gerade in den Industriestädten zu. Fortschritte wie die Entdeckung des Hefepilzes oder die Erfindung der Eismaschine trugen dann dazu bei, die Qualität des Biers zu erhöhen. Die Kehrseite war, dass die Industrie nun sehr kapitalintensiv wurde. Um die Investitionen in die Produktionsanlagen zu amortisieren, mussten neue Absatzmärkte erschlossen werden. Da das Schweizer Bier keine über die Landesgrenzen hinausreichende Ausstrahlung besass (S. 53 und 58), umwarben die Brauereien im Zuge der sogenannten «Hektoliterjagd» die hiesigen Wirte und banden sie mit exklusiven Bierlieferverträgen an sich (S. 86f.).

Die konkurrierenden Brauer waren seit 1877 im Schweizerischen Bierbrauerverein (SBV) organisiert (S. 103). Verschiedentlich versuchten sie, ihre Aktivitäten noch weiter zu koordinieren: So gab es von 1907 bis 1910 einen Kundenschutzvertrag, mit dem sich die Brauer gegenseitig ihre Kunden, sprich die Wirtschaften garantierten (S. 108). Trotzdem blieb der Wettbewerb stark – der Weg zum Kartell war keineswegs geradlinig. Die Anliegen der Arbeiter, welche gelegentlich mit Streiks und Bierboykotten auf sich aufmerksam machten, waren Sache des Verbands Schweizerischer Brauereien (VSB, S. 116f.).

Mit dem Ersten Weltkrieg begann eine schwierige Zeit. Die Brauer reagierten mit der Durchsetzung höherer Zollschränken gegen Importe, mit der Diversifizierung in Mineralwässer und Süssgetränke sowie mit einem «Sanierungsvertrag» mit dem Wirteverband, der wiederum den Brauereien ihre Absatzstellen garantieren sollte. Als sich eine stärkere Steuerbelastung des Biers abzeichnete, schlossen die Brauereien 1935 einen als «Konvention» bezeichneten Kartellvertrag ab. Hier wurden Verkaufsregionen abgegrenzt, Verkaufspreise festgelegt und Qualitätskriterien vorgeschrieben. Ziel war es, möglichst günstiges Bier anzubieten. Die Konkurrenz wurde so weit nötig ausgeschaltet, um Kosten zu vermeiden. So entwickelte das Kartell eine grosse Aktivität in der Gemeinschaftswerbung: Bier wurde als hochwertiges und einheimisches Getränk für alle Bevölkerungsschichten und für Mann und Frau propagiert.

Kartelle gab es in zahlreichen Branchen, etwa in der Zement- oder der Kabelindustrie. So lange sie nicht offen missbräuchlich waren, galten sie nicht als schädliche Behinderung des Wettbewerbs, sondern als legitimer Ausfluss der Vertragsfreiheit (S. 133f.), was neuerdings in der Wirtschaftsgeschichte wieder stärker betont wird.¹

1 Vgl. Harm G. Schröter, Das Kartellverbot und andere Ungereimtheiten. Neue Ansätze in der internationalen Kartellforschung, in: Margrit Müller et al. (Hg.), *Regulierte Märkte. Zünfte und Kartelle – Marchés régulés. Corporations et cartels*, Zürich 2011, S. 199–213.

Trotz Absatzrekorden versuchten die Unternehmen ab 1970, die Zwänge des Kartells zu umgehen, und zwar nicht nur mit neuen Biersorten und alkoholfreien Getränken, sondern auch mit Zusammenschlüssen. Der Konjunkturerinbruch der 1970er Jahre traf die Bierindustrie hart. Zum Zeitpunkt des 100-Jahre-Jubiläums des Branchenverbands 1977 stand das Kartell längst in der Kritik, und innerhalb des Verbandes gährte es. Erneute Kämpfe um Absatzkanäle, Übernahmegerüchte und bald auch Betriebsschliessungen mischten das bisher ruhige Klima in der Branche auf (S. 179). 1991 lief der Kartellvertrag aus. In der Folge wurden die aus zahlreichen Fusionen und Übernahmen entstandenen Gruppen Calanda Halden-gut und Feldschlösschen durch Heineken respektive Carlsberg übernommen, freilich nicht ohne Mithilfe der verkaufswilligen Schweizer Brauer (S. 191f.).

Das Buch enthält neben nützlichen Angaben für den Biertrinker auch Kurzporträts der heutigen Mitglieder des Schweizer Brauerei-Verbandes und eine kommentierte Bibliographie. Ein Quellenverzeichnis fehlt dagegen, obwohl der Autor neben der Literatur und den Dokumentensammlungen des Schweizerischen Wirtschaftsarchivs mit Archiven von Verbänden und Brauereien gearbeitet hat. Der Leser findet einen reichhaltigen und flüssig geschriebenen Text sowie eine Fülle von Abbildungen. Über die Bildsprache der abgebildeten Werbeplakate hätte man gerne noch mehr gelesen (vgl. S. 166f.). Das Buch trägt auch Züge einer Verbandsfestschrift. Es eignet sich zweifellos als Geschenkbuch für Bierliebhaber. Für den Historiker ist die Lektüre ein Gewinn, denn das Thema wird gekonnt in die Schweizer Wirtschaftsgeschichte eingebettet, und das Buch bezieht sich stets auf die aktuellen unternehmensgeschichtlichen Forschungsthemen.

Martin Lüpold, Basel

Daniel Vuataz: **«Toutes frontières ouvertes». Franck Jotterand et la Gazette littéraire. Deux décennies d'engagement culturel en Suisse romande (1949–1972).** Charmey, Editions de l'Hèbe, collection Paradigmes, 2013. 247 pages.

Le mémoire de master de Daniel Vuataz constitue un apport bienvenu sur *La Gazette littéraire*, et sur Franck Jotterand, personnage central de la vie culturelle et politique de Suisse romande de l'après-guerre. Il vient combler une lacune historiographique qui s'expliquait principalement par l'absence d'archives relatives au journaliste. En utilisant pour la première fois les archives familiales de Jotterand, Vuataz a écrit un travail appréciable qui s'inscrit dans un champ d'études en plein développement, celui de l'histoire de la politique culturelle et des intellectuel-le-s. Mais l'auteur réussit-il à déconstruire le «mythe Jotterand», comme il l'annonce à plusieurs reprises? Ce n'est pas certain.

L'itinéraire de Jotterand se confond avec celui de la scène culturelle romande. Son entrée, fin 1946, à la *Gazette littéraire*, supplément de *La Gazette de Lausanne*, correspond à une époque de repli pour les lettres romandes: Ramuz s'éteint en mai 1947, Paris redevient le centre littéraire par excellence, et le jeune Jotterand, vingt-quatre ans, dénonce dans l'hebdomadaire *Servir* la fermeture culturelle de Lausanne. Il part pour la capitale française y trouver un nouveau souffle, et devient vite collaborateur du supplément littéraire de la *Gazette de Lausanne*, dirigée par Pierre Béguin. L'histoire qui suit est connue: Jotterand s'impose rapidement par ses talents rédactionnels et son enthousiasme comme la cheville ouvrière de la *Littérature*.

Vuataz commence par revenir sur la formation et l'évolution du journaliste. La posture de l'étudiant est classique: révolte contre la génération des parents,

contre l'ordre établi et les conventions qui étouffent la jeunesse et ses aspirations à un renouveau culturel. Mais le jeune homme réussit à donner un sens politique à cette révolte et la transforme en une aventure culturelle qui sera collective à travers *la Gazette littéraire*. Vuataz dresse le portrait d'un médiateur culturel que tout intéresse, curieux, ouvert sur le monde. Esprit moderne, Jotterand tourne son regard vers les Etats-Unis dès le début des années 1960. Il ramène de ses séjours à New York, entre 1966 et 1970, des essais sur le théâtre américain, et des réflexions sur le rôle culturel de la Suisse romande. En effet, Jotterand ne cessera jamais de s'interroger sur l'identité de la «Suisse française». Mais est-ce que cela fait de lui un intellectuel contestataire, comme le présente l'auteur? Jotterand est difficilement classable: considéré volontiers comme étant de gauche, le principal intéressé ne se revendique d'aucune tendance. Il dérange les bien-pensants, notamment le conseil d'administration du journal, qui lui reproche ses prises de position et sa manière trop personnelle de gérer le supplément. Mais Jotterand n'hésite pas non plus à citer des intellectuels très à droite comme des inspirateurs, par ex. Carl J. Burckhardt, et est proche du tout aussi conservateur Jacques Freymond. Non-conformiste, Jotterand flirte parfois avec un certain patriotisme en faveur des lettres romandes, en voulant valoriser la «nation». Il est vrai qu'il saura toutefois opérer un tournant bienvenu durant la décennie 1960 en replaçant la Suisse culturelle dans «le grand bain mondial».

Les deux chapitres que consacre Vuataz à l'histoire du supplément littéraire restent centrés sur la figure dominante de son responsable, et ne répondent pas à son ambition de faire une histoire collective de la *Littéraire*. Mais on l'accompagne volontiers dans cette entreprise qui nous permet de suivre l'évolution du monde culturel romand sur trois décennies. En se basant sur un corpus de 200 articles, Vuataz rend compte des lignes de forces de l'hebdomadaire, qui publie un nombre impressionnant d'écrivains suisses, et pas seulement romand-e-s. Jotterand devient une plume qui compte, et participe à la constitution d'une réflexion sur la culture au niveau fédéral. Vuataz montre que c'est notamment ce que lui reprocheront les membres du conseil d'administration du journal, qui y voient une tentative de centralisation culturelle en désaccord avec leurs convictions fédéralistes. Or Jotterand est clair sur la conception qu'il a d'une politique culturelle: s'il appelle au soutien fédéral, c'est pour donner aux écrivains des conditions cadres pour créer, conditions qui manquent selon lui pour que le vivier qu'est la Suisse romande puisse véritablement s'épanouir.

Vuataz revient finalement sur les tensions grandissantes au sein de *La Gazette de Lausanne*. Les relations s'enveniment entre le conseil d'administration et Jotterand, à tel point que celui-ci est licencié en 1972. La *Littéraire* ne lui survivra pas, preuve de l'importance de l'homme dans la vie du supplément. Les dernières années de fonctionnement sont présentées avec finesse, mais l'auteur n'est pas le premier à revenir sur cette affaire qui a été dénoncée à l'époque non seulement en Suisse romande mais encore dans les milieux de la presse alémanique. Vuataz s'appuie longuement sur les travaux d'Alain Clavien, mais ne va pas toujours beaucoup plus loin. Il veut casser le mythe qui entoure Jotterand, mais parvient difficilement à s'émanciper d'une histoire qui le présente en héraut de la modernité et de la contestation. Si, en 1947, il est indéniable que le jeune journaliste vient bousculer un certain ordre intellectuel, qu'en est-il en 1970? L'étudiant non-conformiste, devenu un intellectuel politiquement correct, n'hésite pas à faire intervenir en 1967 le Conseiller fédéral H.-P. Tschudi pour amorcer un débat fédé-

ral sur la culture – comme posture politique contestatrice, on peut faire mieux. N’y a-t-il pas un moment où la jeune *Gazette littéraire* n’est plus si jeune? Vuataz ne parvient pas toujours à s’extraire du mythe qu’il dénonce, mais nous livre cependant un tableau très riche de la *Littéraire* et de Jotterand.

Pauline Milani, Lausanne

Patricia Purtschert, Barbara Lüthi, Francesca Falk (Hg.): **Postkoloniale Schweiz**. Bielefeld, transcript Verlag, 2012. 411 Seiten, 45 Abbildungen (Postcolonial Studies, Bd. 10).

Mit den Konzepten *Entanglement*, Spektakel des Exotischen, Warenrassismus, *othering*, koloniale Wissensproduktion und Widerstand rechtfertigen die Herausgeberinnen die Anwendung einer postkolonialen Perspektive auf die Schweiz. In dieser umfassenden Ausrichtung ist der Ansatz für die Schweiz neu, obwohl der Aspekt des *entanglement* – oder der Verflechtung – doch nicht so unerforscht ist, wie es die Einleitung des Buches darstellt: Die Herausgeberinnen blenden eine Reihe von Publikationen über Auslandsschweizer und Wirtschaftsgeschichte aus, die bereits klar gemacht haben, dass die Frage der Kolonisation und asymmetrischen Nord-Süd-Beziehungen auch die Schweiz betrifft.² Dies bedeutet keineswegs, dass in diesem Forschungsfeld keine Lücken mehr bestehen. Alle fünfzehn Beiträge stützen sich auf eines oder mehrere der sechs oben erwähnten Konzepte. Sara Elmer beschäftigt sich mit einem spezifischen Aspekt der postkolonialen Verflechtung und zitiert den ETH-Schulratspräsidenten Hans Pallmann, der die Teilnahme der Schweiz am «Wettlauf für den Ausbau der wirtschaftlich zurückgebliebenen Gebiete» als nützliches Mittel zur Erschliessung neuer Absatzmärkte hielt, ohne damit zu rechnen, dass die Mitglieder der ersten nach Nepal gesandten Expertenmission vor allem von wissenschaftlichen Interessen angetrieben waren. Christof Dejung analysiert die Haltung der Schweiz in Welt- und Landesausstellungen während der Kolonialzeit. Ähnlich wie die Kolonialmächte präsentierte sie sich als entwicklungsfähige Nation und trug dazu bei, NichteuropäerInnen als geschichtslose Naturvölker darzustellen. Dies zeigt das Beispiel des *Village noir* in Genf 1896. Hier geht es u. A. um Ausgrenzung, oder *othering*.

Das Werk des Basler Reisenden René Gardi kann als (post-)koloniale Wissensproduktion angesehen werden. Gaby Fierz zeigt, welches Afrikabild dieser Schriftsteller und Filmautor seit den 1950er Jahren «in die Deutschschweizer Wohnzimmer» brachte. Eingeborene aus Nordkamerun galten hier als erziehungsbedürftige Kinder; daraus ergab sich «unsere» Elternpflicht, die «Neger» zu kleiden und zu ernähren. Diese Vorstellung unverdorbener Völker steht im Zusammenhang mit dem Mythos der Urschweizer «Bergler». Eine solche Parallele zieht auch Bernhard C. Schär, der in seinem Beitrag Gedichte von Albrecht von Haller untersucht und diesen mit dem folgenden Ausspruch zitiert: «In jedem Hottentotten steckt noch ein Berner Oberländer».

Die Quellen- und Perspektivenvielfalt stellt ein dominierendes Merkmal des Werkes *Postkoloniale Schweiz* dar. Francesca Falk und Franziska Jenni entwickeln ihre gemeinsame Darlegung anhand von Missionsausstellungen in Basel

2 Zwei Beispiele unter anderen: Hans Werner Debrunner, *Schweizer im kolonialen Afrika*, Basel 1991. Béatrice Veyrassat, *Réseaux d'affaires internationaux, émigrations et exportations en Amérique latine au XIX^e siècle. Le commerce suisse aux Amériques*, Genève 1993.

und Werbeträgern mit Hinweisen auf die indische Geschichte. Hier kommen einige wenig fundierte Zusammenhänge vor, auf die Urs Hafner (Rezension in NZZ, 22.6.2012) bereits verwiesen hat. Keramik und Kinderbücher sind Teil des Materials, mit dem Martin Mühlheim eine «postkoloniale Spurensuche in Zürich» unternimmt. Patricia Purtschert befasst sich auch mit Kinderbüchern, hauptsächlich mit den Figuren *Globi* und *Schorsch Gaggo*, die eine Fülle gängiger Klischees über Afrikaner tradierten und so dem Rassismus Vorschub leisteten. Allerdings fällt es schwer, der Autorin zu folgen, wenn sie in einer 1970 erschienenen Abbildung heteronormative und homophobe Vorstellungen erkennt, weil darauf ein dicklippiger afrikanischer «Häuptling» Blätterrock und Schmuck trägt. Rohit Jain interessiert sich seinerseits für die Comedyfigur Rajiv Prasad, die in einem «Spätprogramm» des Schweizer Fernsehens um die Jahrhundertwende präsent ist. Dieser verkörpert einen «verkaufswütigen, feilschenden und dubiosen» Inder und erneuert ein Stereotyp, das bereits in britischen Schriften der viktorianischen Zeit auftauchte. Der «Aussenseiter» Prasad, so Jain, spiegelt im Kontext der heutigen Schweiz einen Mechanismus der Ausgrenzung als Folge der am Ende des Kalten Krieges auftretenden Infragestellung der nationalen Identität. Abseits der populären Fernsehkultur konzentriert sich Alexander Honold auf die Novellen *Meine Väter* von Martin R. Dean und *Hundert Tage* von Lukas Bärfuss: diese zwei Werke lassen eine komplexe und verstrickte schweizerische Identität erkennen. Einige Autoren arbeiten mit klassischen Quellen. Daniel Speich Chassé analysiert die Überlegungen mancher prominenter Wissenschaftler zur Neutralität im Zeitalter der Dekolonisation, und Christian Koller untersucht die Erinnerungsschriften der Schweizer Legionäre in den französischen Kolonien. Gerne würde man mehr darüber erfahren, inwiefern diese Schriften sich als typisch schweizerisch erwiesen, z.B. in Bezug auf die Kontakte mit den kolonisierten Menschen. Allerdings zeigt sich, dass die Nationalität unter den Legionären «eine eher untergeordnete Rolle» spielte. Im Nachtrag seiner 2011 publizierten Doktorarbeit (Rezension in SZG, Vol. 62, 2012, Nr. 3, S. 518), setzt Konrad J. Kuhn den Schwerpunkt auf die Erklärung von Bern, deren Kritik der kolonialen Kontinuitäten und ethnozentrischen Perspektiven in der Schweiz am deutlichsten in ihrer 1976 veröffentlichten Broschüre *Dritte Welt: Empfehlenswerte Kinder- und Jugendbücher* in Erscheinung trat.

Bemerkenswert am Werk ist, dass die Gegenwartsgeschichte einen grosszügigen Raum einnimmt. Vor der Wahl Miss-Schweiz 2004 hob die *Ringier*-Presse die Doppelbürgerschaft von zehn Kandidatinnen hervor und fragte: «Wie schweizerisch muss eine Miss Schweiz sein?» Christine Bischoff stellt einen Zusammenhang zwischen einer solchen ausgrenzenden Identitätssuche und der Abstimmung über die Einbürgerungsvorlagen im gleichen Jahr her. Hier werden Stereotypen, zumeist anhand von Bildern, vertieft analysiert und konzeptualisiert; möglicherweise allerdings insofern zu tief, als die zur Analyse herangezogene Dichotomie zwischen Schwarz (als Hautfarbe) – markant – und Weiss – unsichtbar – wenig überzeugend ist. Meral Kaya befasst sich mit dem Diskurs über «unterdrückte Musliminnen». Sie zeigt, wie die Diskussionen von 2009 über ein Minarettverbot in der Schweiz sich mit denjenigen über die Burka in Frankreich und Belgien vermischten: die Islamophobie äusserte sich unter einem feministischen Deckmantel, ohne dass eine Wortmeldung der Musliminnen zu ihren eigenen Rechten und ihrer Situation erwünscht war. Mit einem breiteren Ansatz beleuchtet Francesca Falk einige Triebkräfte der heutigen Illegalisierung der Immigration, bei der eine

Angst vor «umgekehrter Kolonisation» eine nicht zu unterschätzende Rolle spielt.

Überinterpretation ist in der Kulturgeschichte eine bekannte Gefahr; nicht allen Autorinnen und Autoren der vorliegenden Publikation gelingt es, ihr ganz auszuweichen. Dadurch werden manchmal Parallelen gezogen, die nicht unbestreitbar sind. Zu bedauern ist auch, dass das Forschungsfeld sich auf die Deutschschweiz beschränkt und so dreissig Prozent der Landesbevölkerung ausschliesst. Die innovativen Ansätze und die breite Interdisziplinarität sind dennoch nicht zu übersehen. Die Konzipierung von *Postkoloniale Schweiz* ist wegweisend für eine zukünftige Auswertung vieler Forschungsergebnisse, die oft zu einseitig beleuchtet werden.

Steve Page, Freiburg (Schweiz)

Patrick Halbeisen, Margrit Müller und Béatrice Veyrassat (Hg.): **Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert.** Basel, Schwabe, 2012.

Wer immer sich künftig für den jüngeren Wandel der wirtschaftlichen Verhältnisse in der Schweiz interessiert, muss auf die von Patrick Halbeisen, Margrit Müller und Béatrice Veyrassat edierte neue «Wirtschaftsgeschichte der Schweiz» zurückgreifen. Dieses Buch ist einmalig. Allein das Inhaltsverzeichnis umfasst acht Druckseiten. Es stellt einen grossen Gewinn für die Forschung dar und wird sich in den nächsten Jahren und Jahrzehnten mit Sicherheit als ein einschlägiges Standardwerk etablieren. Dies nur schon deshalb, weil eine so grosse Fülle von thematischen Aspekten angesprochen wird, dass zahllose Fragestellungen zur neueren Schweizer Geschichte durch die hier vorliegenden Forschungsergebnisse bestätigt, verfeinert, verändert oder durchkreuzt werden können. Alle Forschenden, die sich selber nicht der Wirtschaftsgeschichte zurechnen, können in dem Werk materielle Eckwerte des soziokulturellen Wandels finden, mit denen sich der Spielraum der Quelleninterpretation erfreulich einschränken lässt. Zugleich rückt das Buch die aktuellsten Ergebnisse der offiziellen volkswirtschaftlichen Gesamtrechnung in einen historischen Zusammenhang und bietet so der makroökonomischen und der klimetrischen Forschung entscheidende Grundlagen. Ein ausführlicher Anhang, an dem auch Heiner Ritzmann mitgewirkt hat, erörtert die Mess- und Schätzungsmethoden.

Allerdings fällt auf, dass den umfangreichen Ausführungen keine konzise Definition des Hauptgegenstandes vorangestellt wird. Man stelle sich ein vergleichbares Kompendium vor, das nicht die Wirtschafts-, sondern die «Kulturgeschichte» der Schweiz umfasst: Dann hätte die Arbeit am Leitbegriff sicher mehr Platz eingenommen. Die genaue Lektüre der Kapitel zeigt keine einheitliche methodische Zugangsweise. Das ist erstaunlich, denn die Wirtschaftsgeschichte hat sich lange als eine Grenzdisziplin verstanden, die zu gleichen Teilen zur historischen Forschung und zur ökonomischen Theoriebildung beitragen wollte, und deshalb besonderen Wert auf theoriegeleitete Quellenarbeit legte. Offenbar scheint es weder möglich noch nötig gewesen zu sein, die Beitragenden auf einen forschungsleitenden Ansatz einzuschwören, und man muss annehmen, dass sie stillschweigend darin übereinkamen, zu wissen, was «Wirtschaft» sei. Es zeigt sich hier eine gewisse Schwäche der Schweizer wirtschaftshistorischen Forschung, die im Zuge des «cultural turn» akademisch an Terrain verloren hat. Umso erstaunlicher ist es, dass dieses Buch überhaupt entstehen konnte.

Der gemeinsame Nenner der Beiträge wird von Hans Jörg Siegenthaler im Vorwort zwar als die historische Analyse des «Prototyps» einer «modernen Wirt-

schaftsgesellschaft» beschrieben (S. 15). Und die Herausgeber/innen präzisieren, man wolle den Wandel der Schweizer Wirtschaft am «übergreifenden weltwirtschaftlichen Trend» (S. 18), d.h. an anderen Wirtschaftsgesellschaften messen. Doch damit ist kein analytischer Standpunkt gewonnen, sondern nur gesagt, dass «Wirtschaft» etwas mit Staatlichkeit zu tun habe und im internationalen Rahmen vergleichend studiert werden könne. Entsprechend unverbindlich sind die in der Einführung präsentierten «zentralen Ergebnisse»: Im Vergleich zu anderen Ländern war das Gesamtvolumen der Wirtschaftsaktivität in der Schweiz gemessen an der hier lebenden Anzahl Menschen unmittelbar vor dem Ersten Weltkrieg sehr hoch. Im Verlauf des 20. Jahrhunderts verlor sich dann diese internationale Sonderstellung bezüglich des Bruttoinlandsprodukts pro Kopf der Bevölkerung allmählich, wobei die zwei Weltkriege, das nachfolgende europäische Wirtschaftswunder, die Krise der 1970er-Jahre und die Dynamisierung der europäischen Integration seit den 1980ern wesentliche Rahmenbedingungen darstellten. Ferner wird über das gesamte Jahrhundert hinweg die Abhängigkeit eines grossen Teils der Schweizer Wirtschaft von ausländischen Märkten und wirtschaftspolitischen Interventionen hervorgehoben. Und als wichtigste Motoren der stets vergleichbar gutlaufenden Schweizer Wirtschaftsmaschine werden die Arbeitsmigration und eine starke Innovationskultur benannt.

Die Stärke des Buches liegt sicher nicht in diesem Minimalergebnis, und auch nicht darin, eine Gesamtanalyse des erfolgreichen «Prototyps» vorzulegen, aus welcher die Wirtschaftspolitik Gewinn ziehen könnte. In der Summe liegt hier kein empirisch gestützter Beitrag zur makroökonomischen Theoriebildung vor. Das zeigt sich an der Gliederung der Kapitel in fünf Teile. Der erste Teil enthält neue quantitative Schätzungen des Konjunkturverlaufs der Schweizer Nationalökonomie im 20. Jahrhundert und reichert diese durch die Analyse des demographischen Wandels und der Bedeutung von Technologie und Innovation an. Der zweite Teil vereint unter dem Titel «Die Schweiz in der internationalen Arbeitsteilung» drei Beiträge, die sich der internationalen Verflechtung der grossen Firmen, der Geschichte des Finanzplatzes, der Binnenwirtschaft, dem Tourismus und der Landwirtschaft widmen. Der dritte Teil würdigt die regional unterschiedliche Wohlstandsverteilung mit Blick auf Konsum, Umwelt, Raum und Verkehr, während der konzisere vierte Teil aus der korporativen Verflechtung der Eliten und aus der Gewerkschaftsgeschichte eine spezifisch «Schweizerische Variante des Kapitalismus» konstruiert. Teil fünf bringt dann anhand der Währungspolitik und anhand des Verhältnisses der Schweiz zu den internationalen Organisationen noch einmal «Wirtschaft und Politik» zusammen.

Diese Gliederung wirkt etwas zufällig. Man darf dieses Buch nicht als eine Gesamtdarstellung lesen. Es fehlt der klare Theoriebezug, aus dem erst eine kohärente Argumentation hätte entfaltet werden können. Was «Wirtschaft» ist, bleibt unbestimmt, so dass irgendwie alles mit «Wirtschaft» zu tun hat. Die Stärke des Bandes liegt vielmehr in der teilweise sehr hohen Qualität der 13 einzelnen Beiträge. Sie umfassen jeweils zwischen 50 und 120 Druckseiten. Hervorragend ist die Zusammenfassung der Wirtschaftsentwicklung zwischen ca. 1870 und 1914 von Béatrice Veyrassat, die den historischen Ausgangspunkt für die folgenden Beiträge skizziert. Von diesen haben einige den Charakter von eigenständigen Monographien und resümieren die Ergebnisse von neuesten Forschungsprojekten. Das gilt für die Beiträge von Margrit Müller, Manuel Hiestand und Ulrich Woitek zum Konjunkturverlauf, für jenen von Thomas David und André Mach,

die unter dem Stichwort der «Corporate Governance» ihre Forschungen zum Wandel der Schweizer Wirtschaftselite zusammenfassen, und für Tobias Straumanns und Patrick Halbeisens Ausführungen zur Währungspolitik seit dem Anfang des 20. Jahrhunderts. Bernard Degen hat seine langjährigen Untersuchungen zum «collective bargaining» ebenso schlüssig formuliert wie Sebastien Guex, Malik Mazbouri und Rodrigo Lopez ihre Erkenntnisse zur Geschichte des Finanzplatzes. Andere Beiträge, wie jener von Jakob Tanner und David Gugerli zur technischen Innovation, von Brigitte Studer zur sozialen Sicherheit, von Ueli Häfeli zu «Umwelt, Verkehr und Raum», von Luigi Lorenzetti zur Demographie, von Thomas Gees zu den Internationalen Organisationen, von Laurent Tissot zum Tourismus, von Peter Moser zur Landwirtschaft, oder von Jakob Tanner und Brigitte Studer zum Konsum lesen sich als kluge Essays. Weitere solche Beiträge wären denkbar gewesen, etwa zur Unternehmensgeschichte der vielen kleinen und mittelgrossen Betriebe, welche die Binnenwirtschaft ausmachen, oder zur Geistesgeschichte des Wirtschaftsliberalismus.

Das anzuzeigende Buch ersetzt die aus der Zeit um 1980 stammenden Synthesen von Jean-François Bergier und Hans Jörg Siegenthaler und überbietet diese von der Materialfülle her bei weitem. Tatsächlich hat es eine Gesamtdarstellung der Wirtschaftsgeschichte der Schweiz für das 20. Jahrhundert, wie sie nun dank einer Initiative der Schweizerischen Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialgeschichte vorliegt, noch nie gegeben. Und es ist keineswegs sicher, ob unter dem Dach der wirtschaftsgeschichtlichen Subdisziplin jemals wieder so viele Autorinnen und Autoren bereit sind, aus ihrer – teilweise laufenden – akademischen Forschungstätigkeit heraus Beiträge zu verfassen und diese dann als ein Gemeinschaftswerk zu publizieren. Das Buch dokumentiert die «Wirtschaftsgeschichte der Schweiz im 20. Jahrhundert» und belegt zugleich, dass die Frage nach der wirtschaftlichen Dimension des historischen Wandels keine schlüssige Einheit der geschichtswissenschaftlichen Forschung mehr darstellt. Damit regt es zu vielen weiteren Untersuchungen an.

Daniel Speich Chassé, Luzern

Theo Mäusli, Andreas Steigmeier, François Vallotton (Hg.): **Radio und Fernsehen in der Schweiz: Geschichte der Schweizerischen Radio- und Fernsehgesellschaft SRG 1983–2011**. Baden, hier + jetzt, 2012. 510 Seiten, Abbildungen (Radio und Fernsehen in der Schweiz, Bd. 3).

Rund 500 grossformatige Seiten füllt der letzte Band der SRG-Geschichte. Nur schon die Struktur des Buches macht die Vielschichtigkeit des Gegenstandes augenfällig: so ist es dreisprachig verfasst, mit einer Zusammenfassung nach jedem Kapitel, einer Vielzahl an Bildern und einer umfangreichen Online-Dokumentation an schriftlichen Quellen, Radio- und Fernsehbeiträgen. Damit bietet es nicht nur einen guten Einblick in die Unternehmensgeschichte, sondern auch einen nützlichen Einstieg für eigene Fragestellungen.

Mit dem vorliegenden Band geht ein Forschungsprojekt zu Ende, das im audiovisuellen Aufbruchsklima der 1990er Jahre geboren wurde. Damals entstand nicht nur das Forschungsprojekt – noch unter der Leitung von Markus T. Drack – sondern auch das Kompetenznetzwerk Memoriav. War bis dahin die einschlägige Literatur dünn gesät und der Zugang zu den audiovisuellen Quellen für die Forschung beschwerlich, so sollte sich hier ein langsamer, aber bedeutender Wandel vollziehen. Memoriav führte bald die ersten grossen Rettungs- und Digitalisierungsprojekte für das nationale Fernseh- und Radio-Erbe durch, und Markus T.

Drack vernetzte Forschende und gab wichtige Impulse mit seinen rundfunkgeschichtlichen Kolloquien. Hat Memoriav über die Datenbank «memobase» audiovisuelle Quellen auffindbar und im Bundesarchiv zugänglich gemacht, so haben die ersten beiden Bände der SRG-Geschichte eine wichtige Lücke gefüllt, zur professionellen Aufbereitung des Unternehmensarchivs geführt und Anregung und Ausgangspunkt für viele Forschungsfragen geboten, die noch lange nicht ausgeschöpft sind. Nun hat Memoriav letztes Jahr die «memobase» insofern überarbeitet, als dass nicht nur die Metadaten, sondern auch die Beiträge selbst abrufbar sind und so Forschung und Unterricht stark bereichern wird. Fast zeitgleich ist nun der vorläufig letzte Band der Reihe «Radio und Fernsehen in der Schweiz» erschienen, wodurch ein solides Fundament für weitere Forschung gelegt ist.

Im ersten Band der Reihe wurde der Zeitraum bis 1958 behandelt und wurden somit die Anfänge des Radios in der Schweiz bis zur Einführung des Fernsehens dargestellt. Der zweite Band unter der Leitung von Theo Mäusli und Andreas Steigmeier bot einen Überblick der Jahre 1958–1983, die Jahre zwischen Schaffung und Abschaffung des SRG-Monopols. Der nun vorliegende Band deckt die Jahre der Liberalisierung und der Digitalisierung des Rundfunkmarktes ab. Als medienspezifische Themen der Jahre 1983–2010 gelten den Autoren vier Entwicklungen: das duale System (öffentlichrechtliche und private Stationen), Regelung des elektronischen Medienmarktes, die Konvergenz von Radio und Fernsehen und schliesslich der internationale Austausch und die Ausstrahlung von Programmen. In sieben Kapiteln werden diese Themen von 9 Autor/innen behandelt, eine inhaltliche Klammer bilden die drei Texte der Herausgeber.

Den sich verändernden Rahmenbedingungen für die SRG, bedingt durch die Marktöffnung, sind zwei Kapitel gewidmet. «Die Abschaffung des Monopols» von Matthias Künzler zeichnet den Weg nach von Marktöffnung als wissenschaftlichem Experiment bis zum Radio- und Fernsehgesetz von 2006 und schildert die gesetzliche und strukturelle Veränderung des Radio- und Fernsehmarktes im Spannungsfeld wirtschaftlicher Ambitionen, ausländischer Konkurrenz und politischen Vorgaben. In «Les rispostes de la SSR à la libéralisation du marché de l’audiovisuel» dient Raphaëlle Ruppen Coutaz das zweite Fernsehprogramm als Fallstudie der Liberalisierung und die Markenkommunikation «SRG SSR idée suisse» als Vorlage, um den Leistungsauftrag der SRG und dessen Vermittlung genauer zu betrachten.

Mit der zugrundeliegenden technischen Veränderung beschäftigt sich das Kapitel «Die Digitalisierung» von Adrian Scherrer. Von der Veränderung des Angebots durch Kabel- und Satellitenempfang hin zur Digitalisierung zunächst der Produktionsabläufe und schliesslich der Verbreitungskanäle. Letzteres bedeutet neben der neuen Übertragungstechnik auch freiere Muster der Mediennutzung. Der Autor verfolgt dabei einen Ansatz wie der Artikel «Technik zwischen Programm, Kultur und Politik» im zweiten Band: technische Neuerung als Resultat eines gesellschaftlichen Aushandlungsprozesses.

«Stiamo lavorando per voi», das Kapitel von Nelly Valsangiacomo, widmet sich einem Thema, das in den vorherigen Bänden noch keines war: interne Reformen zur Erhaltung der Wettbewerbsfähigkeit. Das bedeutet zum einen Reorganisationen, aber auch tiefgreifende Strukturveränderungen hin zur aktuellen Konvergenz von Radio, Fernsehen und Internet. Dies geschieht vor dem Hintergrund sich verändernder Marktbedingungen und dem Erfolg des New Public Management.

Das Kapitel «Der Spagat der SRG in der Kultur» von Ina Boesch und Ruth Hungerbühler ergänzt die sonst eher strukturell angelegten Untersuchungen um die Rolle der SRG als Förderin und Vermittlerin von Kultur. Das dies ein Spagat zwischen unterschiedlichen Anforderungen darstellt, hat schon der Artikel im zweiten Band («Qualität und Quote») aufgezeigt. Ausgehend von den Protesten in den 1990er Jahren gegen die Sparmassnahmen bei den Kulturradios zeigen die Autorinnen, wie die SRG in unterschiedlichem Masse und sich verändernden Formen ihre Rolle als Vermittlerin und Produzentin von Kultur wahrnimmt, wobei nationale Projekte an Bedeutung verlieren. Der Artikel selbst hat einen grossen Spagat zu leisten, da er sich nicht nur einem breiten Kulturbegriff, sondern auch der Unterhaltung und der gesellschaftlichen Integration durch Kultur annimmt.

Edzard Schade führt mit «Programmgestaltung in einem kommerzialisierten Umfeld» seinen Artikel aus dem zweiten Band «Die SRG auf dem Weg zur forschungsbasierten Programmgestaltung» weiter und zeigt den Niederschlag der Publikumsforschung in der Programmgestaltung.

Die Entwicklung auf der Ebene der Programmstruktur wird von Daniel Beck und Constanze Jecker sehr fruchtbar auf Formate und Sendungen angewendet: «Gestaltung der Programme – Zwischen Tradition und Innovation». In der Untersuchung der Sender und der Sendungen zeigt sich in der Unterhaltung wie auch in den Nachrichten eine Betonung schweizerischer Themen, in Abgrenzung zur ausländischen Konkurrenz.

Im Vergleich zu den vorhergehenden Bänden gewichtet der letzte Band Programmgestaltung und Aspekte der Betriebswirtschaft stärker und bildet somit auch deren Bedeutung im Untersuchungszeitraum ab. Dadurch treten Fragen zur Berichterstattung, Publikumsrezeption und Programmgeschichte in den Hintergrund. Dass diese Bereiche grosses Potential haben, zeigen gerade der Artikel von Adrian Scherrer und jener von Daniel Beck und Constanze Jecker.

Der Anspruch der Publikation, alle Sprachräume und Sender durchgehend bis in die Gegenwart abzubilden, ist äusserst begrüssenswert, bedeutet aber auch eine grosse Herausforderung. Auch wenn die Autoren immer wieder um exemplarische Darstellung bemüht sind, geht der universelle Anspruch teilweise auf Kosten der inhaltlichen Tiefe und Anschaulichkeit. Der Entscheid, die Geschichte bis in die Gegenwart fortzusetzen, verschärft diese Problematik zuweilen, da grosse Entwicklungen, die auch medial Aufmerksamkeit erhalten haben, verkürzt dargestellt werden müssen, ohne durch den zeitlichen Abstand eine kritische Beurteilung und Gewichtung vornehmen zu können.

Dass die Geschichte eines Medienunternehmens auch multimedial umgesetzt wird mit einer iPad-Applikation, die das Buch integral abbildet, ist konsequent und vorbildlich zugleich. Schade nur, dass die enthaltenen Radio- und Fernsehbeiträge rein illustrativ verwendet und kaum analysiert werden.

«Radio und Fernsehen in der Schweiz» ist eine wichtige Gesamtdarstellung der letzten 30 Jahre, die eine bedeutende Forschungslücke markiert und Archive wie Forschende ermutigen soll, diese Lücke zu schliessen. Mit den drei Bänden und der Datenbank «memobase» sind hierfür wichtige Grundlagen geschaffen, und man kann sich nur dem Wunsch der Herausgeber und Autoren anschliessen, dass dem Zugang und der Erhaltung dieser wichtigen Quellen in Zukunft noch mehr Bedeutung geschenkt wird.

Severin Rüegg, Zürich

Laurent Rollet, Philippe Nabonnand: **Les uns et les autres... Biographies et prosopographies en histoire des sciences**. Nancy, PUN, Editions universitaires de Lorraine, 2012. 636 pages.

Délaissées par les historiens et les sciences sociales, la biographie et la prosopographie sont l'objet d'un regain d'intérêt. Même si on l'observe depuis les années 1980 notamment avec les travaux de Christophe Charle, la tendance s'est renforcée ces dernières années grâce aux thèses, séminaires et travaux qui investissent ces approches³. L'ouvrage publié sous la direction de Laurent Rollet et Philippe Nabonnand s'inscrit dans ce cadre.

Impossible de rendre compte exhaustivement des 24 contributions rassemblées dans ce livre, je me bornerai donc à en dresser les grandes lignes et à en identifier les apports. Le volume est divisé en trois sections et s'ouvre sur une introduction dans laquelle les deux auteurs plaident pour une pratique problématisée de la biographie et soulignent ses valeurs heuristiques, notamment pour rendre compte de la diversité des positions des acteurs.

Trois projets de recherche dans lesquels les auteurs sont impliqués sont à l'origine de leur démarche. Le premier est consacré aux enseignants de la Faculté des sciences de Nancy, le second aux acteurs réunis autour d'une revue intermédiaire de mathématiques et le troisième à la vie et l'œuvre d'Henri Poincaré. Le livre quant à lui est issu de deux colloques tenus à Nancy en 2008 et 2009.

La démarche est celle de l'histoire des sciences même si les références mobilisées sont largement empruntées à l'histoire et à la sociologie. Les réflexions de Pierre Bourdieu sur «l'illusion biographique» servent de bases méthodologiques aux analyses des auteurs.

La première partie intitulée «Individus» rassemble neuf contributions dont sept sont consacrées à un acteur (un savant colonial, un mathématicien républicain, un agronome, un astronome, mais aucune femme...), les deux autres cherchent à identifier les liens et les influences entre individus et institutions, une auteure plaçant pour un usage de la biographie comme porte d'entrée dans un milieu ce qui permet «l'analyse des configurations d'acteurs» (Anne Bidois). Individus plus ou moins connus, leur histoire personnelle permet par exemple de réfléchir aux liens entre politique et monde savant (Claudine Fontanon), ou d'observer l'évolution d'un milieu formé autour d'une institution comme l'Académie des sciences (Caroline Erhardt). L'intérêt des textes est toutefois inégal, même si on sent derrière les injonctions méthodologiques un souci de bien faire et de rigueur. Chaque article offre une histoire de ces acteurs et éventuellement des institutions qu'ils peuplent. Cependant, le tout donne l'impression d'une collection de biographies, sans qu'elles soient forcément articulées les unes aux autres (méthodologiquement). C'est probablement dû au choix de renvoyer les contributions méthodologiques à une troisième partie. Certains textes ont le mérite de faire connaître des travaux de thèse poursuivis par leur auteur.

3 Sans citer exhaustivement les activités et publications développées autour de la prosopographie, signalons ce blog: <http://prosopographie.hypotheses.org>.

La deuxième partie rassemble sous le titre «Collectifs» sept contributions. Leurs auteurs livrent des études sur des groupes de personnes (enseignants de l'université de Toulouse, recteurs de l'académie, enseignants en mathématiques des écoles normales supérieures, chimistes, sociologues germanophones, anciens élèves de l'Institut de chimie de Paris, les diplômés en mathématiques allemands). Ces études permettent aussi d'élargir le particulier à un phénomène plus large, comme par exemple en analysant les recteurs pour observer le renouvellement des élites (Jean-François Condette). La contribution de Caroline Barrera a le mérite de faire sortir le lecteur du milieu français dans lequel le livre le cantonnait jusqu'à pour examiner la question des relations internationales des universités. Il est cependant regrettable qu'elle affirme «[...] la définition de la norme impose le recours méthodologique à une source identique pour tous: [...]». Pour l'auteure, les dossiers en série constituent une porte d'entrée pour l'étude des enseignants. Mais elle insiste sur la nécessité d'accès à une série complète et homogène pour étudier une population, ce qui pose problème, car, s'il fallait toujours disposer d'une situation documentaire idéale sans lacune pour réaliser une prosopographie, beaucoup de travaux n'auraient jamais vu le jour. L'excursus hors de France amorcé se poursuit avec deux articles en anglais sur les diplômés en mathématiques allemands dans la première moitié du XX^e siècle et les sociologues germanophones. L'auteure de ce dernier compare ceux qui s'exilent après 1933 et ceux qui restent en Allemagne, puis les Allemands exilés avec leurs homologues Autrichiens.

La troisième partie est la plus interdisciplinaire du volume en donnant la parole à des sociologues et à des historiens qui reviennent sur des considérations méthodologiques sur les approches biographiques ou prosopographiques. La plupart des auteurs ramènent l'enjeu d'une bonne recherche à la nécessaire problématisation de l'objet, au lieu de disqualifier une approche pour elle-même. Joseph Romano revient sur la relation entre la notion de récit et la discipline historique tout en identifiant un retour du premier dans la seconde depuis les années 1980. Jean-Luc Deshayes met en regard ses travaux sur les trajectoires scolaires des enfants de pères sidérurgistes dans le bassin de Longwy avec ceux de Pierre Bourdieu et Gérard Noiriel avec des acteurs issus du même terrain. Le dialogue initié permet à l'auteur de réfléchir aux conditions des entretiens biographiques et à leur intérêt pour l'étude des institutions scientifiques.

Emmanuelle Picard et Claire Lemercier poursuivent quant à elles leurs efforts pour discuter et identifier les «conditions de possibilité d'une prosopographie efficace». Car là non plus, il ne suffit pas de classer et de compter mais également de s'interroger sur pourquoi et comment cela doit être fait. Cet article est à mettre entre les mains de toutes celles et tous ceux qui s'intéressent à la prosopographie.

On l'aura compris, le livre offre des contributions stimulantes pour les études biographiques et prosopographiques, même si les articles dont il est fait sont inégaux. Néanmoins, associer biographies collectives et individuelles en terme d'approches constitue un projet ambitieux puisque des désaccords subsistent sur la signification de ces termes et la (les) démarche(s) qu'ils impliquent. Certains auteurs se sont donc attelés à les expliciter et à les discuter. Leurs contributions présentent ainsi un inventaire nécessairement non-exhaustif des débats entre sociologues et historiens (des sciences) autour des questions que posent la biographie et la prosopographie. Les contributions témoignent aussi du renouveau de ces méthodes annoncé en introduction.

Alix Heiniger, Genève

Marcus Sandl: **Medialität und Ereignis. Eine Zeitgeschichte der Reformation.** Zürich, Chronos Verlag, 2011. 596 Seiten, 19 Abbildungen (Medienwandel – Medienwechsel – Medienwissen, Bd. 18).

Die Konstanzer Habilitationsschrift des zurzeit an der Universität Zürich lehrenden Historikers Marcus Sandl erscheint als ein gewaltiges Unterfangen. Auf über 500 Seiten widmet sie sich der Reformation aus kommunikationsgeschichtlicher und medientheoretischer Perspektive. Medien und Reformation, um bei den Schlagworten zu bleiben, bilden schon längere Zeit ein Forschungskollektiv: Seit den 1980er Jahren werden die Verbindungen zwischen publizistischer Propaganda, Druckmedien, der enormen Expansion des Buchmarktes zu der Zeit und den reformatorischen Umbrüchen intensiv erforscht – 2002 attestierte Johannes Burkhardt der Reformation gar eine Medienrevolution.⁴ Nun gesellt sich mit «Medialität und Ereignis» ein Buch dazu, das diese Forschungen ergänzt.

Sandls «Zeitgeschichte der Reformation» wird im Wesentlichen um drei Begriffe zentriert: Medium, Ereignis und Diskurs. Während der Diskurs ganz klar als ein theologischer definiert wird, werden Medialität und Ereignis durchaus weiter und unkonventioneller aufgefasst – stark beeinflusst von neueren Medientheorien. Das Ereignis wird nicht als historiographisch klar zu bestimmendes Objekt verstanden, sondern es geht darum, das Ereignis, wie es just zeitlich in dem Moment geschieht und in seinen Verweisungszusammenhängen, zu sehen. Auch interessiert Sandl das «Spiel von Differenzen» zwischen den Medien, Ereignissen und Diskursen, das «Dazwischen», das in Unterscheidungen, Übergängen, im Transitorischen, im Verschwinden und Entstehen manifest wird. Dabei gliedert er das Werk grundsätzlich in zwei Teile vor und nach 1530, eben jenem Jahr eine Scharnierfunktion zuweisend.

Sandl macht bereits in der Einleitung klar, dass seine Studie im Gegensatz zu den meisten momentan dominierenden Konzepten in der Reformationsgeschichtsschreibung an ältere Forschungstraditionen anschliesst, die in der Reformation einen epochalen Umbruch sehen (S. 37). Das «reformatorische Ursprungsereignis» (S. 511) des Thesenanschlags 1517 markiere eine «Zeitenwende», die als solche dann auch Geschichte mache. Die Reformation formierte sich mit einem öffentlichkeitswirksamen Akt, einer «Setzung» – sie setzte aktuelle Präsenz gegen überlieferte Tradition, «Zeitlichkeit und Geschehnischarakter eines wirksamen Gotteswortes» gegen die «zeitlose Wahrheit der scholastischen Dogmatik» (S. 511). Nach Sandl – etwa am Beispiel des Ablassstreits oder dem lutherischen Schriftprinzip exemplifiziert (S. 68–126) – wurde demzufolge nicht auf ein Symbolsystem zeitloser Wahrheit rekurriert, sondern auf die Evidenz göttlicher Offenbarung im Subjekt, dem sich Gotteserkenntnis und Glaube nur im Moment des Sich-Ereignens darstellen. Der Vergangenheit wird also sozusagen aufgekündigt, und in der Naherwartung, in der Luther sich wähnte, verlor auch das Zukünftige an Bedeutung. Die Zeit wurde zusammengezogen und zur Ereignishaftigkeit der Gegenwart verdichtet.

Diese Fixierung auf das Präsens steht nun aber im Widerspruch zum Problem, dass die Reformation eben nicht das Ende der Geschichte war. Die Apokalypse liess weiterhin auf sich warten, und die Reformation dehnte sich dadurch

4 Johannes Burkhardt, *Das Reformationsjahrhundert. Deutsche Geschichte zwischen Medienrevolution und Institutionenbildung 1517–1617*, Stuttgart 2002.

zeitlich aus. Dies bedeutete einerseits, dass Strategien zur Sicherung der Dauer der Reformation implementiert werden mussten; und andererseits, dass ein zunehmendes Bewusstsein der eigenen Geschichtlichkeit aufkeimte: Die Reformation wurde zur Geschichte und so auch zu einem Subjekt von Geschichtsschreibung. So sieht Sandl das Jahr 1530 mit der *Confessio Augustana* als «historisch-historiographische Achsenzeit» (S. 514), ab ebendieser das Wirken der Reformation neben der Aktualität auch das zukünftige Weiterbestehen umfassen musste. In diesem zweiten Teil der Arbeit wird dementsprechend die Historisierung des reformatorischen Selbstverständnisses in den Fokus gerückt. Die Veränderungen zeigt Sandl vor allem anhand von Melanchthons *vera doctrina christiana*, der Diskussion nach dem Verhältnis zwischen Religion und Politik, dem Beginn der Geschichtsschreibung über die Reformation, sowie durch Fragen nach dem Umgang mit dem Erbe Luthers, insbesondere seinen Texten, und den innerlutherischen Zwistigkeiten nach Luthers Tod.

Marcus Sandls Studie ist kein Buch, das man «einfach so» liest. Der zuweilen hermetische Sprachduktus und der hohe Grad an Abstraktion verlangen den Lesenden ein grosses Mass an Konzentration ab. Auch eine gewisse Vorbildung in Philosophie, Theologie und nicht zuletzt Kenntnisse neuster, medientheoretischer Konzepte sind beinahe unabdingbar. Ebenfalls ist die Studie eine «Top-down»-Geschichte, handelt es sich beim Quellenkorpus doch vor allem um Kontexte von zentralen, theologisch gebildeten Akteuren des Reformationsgeschehens – allen voran Luther und Melanchthon. Dennoch bietet die Lektüre theologisch versierte Ausführungen zu Kernmomenten des reformatorischen Geschehens, anhand einer beeindruckenden Anzahl Quellen dargelegt (auch gerne ausführlich im Original zitiert) und unterfüttert mit breiter Kenntnis der Reformationsforschung. Die Studie zeigt die Verflechtung unterschiedlicher Medien, Formen von Repräsentation sowie Kommunikation und dem Umgang damit auf. Auch weist sie uns grundlegend darauf hin, dass historische Realität medial konstruiert wird – von Zeitgenossen als auch von der späteren Forschung. Zudem demonstriert Sandl damit, wie man die jüngere, besonders medientheoretisch orientierte Theorielandschaft für die historische Forschung fruchtbar machen kann.

Kirstin Bentley, Basel

Katherine Brun: **The Abbot and His Peasants. Territorial Formation in Salem from the Later Middle Ages to the Thirty Years War.** Stuttgart, Lucius & Lucius, 2013. 470 Seiten, 17 Abbildungen.

«This study is guided by an interest in the lives of ordinary people and the contributions they make to the historical process, even and especially in situations where the struggle is hard and hardly seems worth the effort. It is concerned with domination and discord but also with negotiation, incorporation, and compromise, with examples of how needs and interests can be expressed in ways that bring about change, and how differences may be reconciled through dialogue.» So umschreibt die Autorin dieser eindrücklichen Studie zur Reichsabtei Salem vom späten 15. bis frühen 17. Jahrhundert ihr Erkenntnisinteresse (S. 12). Salem war ein sehr bedeutendes, reichsunmittelbares Zisterzienserkloster, das im Übergang zur Neuzeit nördlich des Bodensees eine eigene kleine Landesherrschaft ausbildete. In den Jahrzehnten nach 1550 umfasste das Land etwa 850 Haushalte mit gegen 4000 Personen in ungefähr 45 Dorf-, Weiler- und Einzelhofsiedlungen. Das Archiv von Salem gehört zu den umfangreichsten und am besten erhaltenen

Klosterarchiven Mitteleuropas. Die Autorin hat daraus eine sehr grosse Zahl von Quellen ausgewählt und zum Teil auf minutiöse Weise bearbeitet. Die Studie ist die überarbeitete Version einer Dissertation an der University of California at Berkeley, geschrieben in einer gepflegten, narrativen Sprache und mit einer klaren Gliederung.

Nach einer thematischen, methodischen und historiographischen Einführung (Kapitel 1) geht es zunächst um einen schweren Konflikt zwischen Kloster und Bauern, in dem die respektiven sozialen Positionen unter den veränderten Verhältnissen des ausgehenden Mittelalters neu ausgehandelt wurden und der 1473 zu einer für die Folgezeit grundlegenden Vereinbarung führte (Kapitel 2). Das nächste Kapitel befasst sich mit der lokalen Gemeindeorganisation und mit dem Bauernkrieg von 1525 in seiner relativ unblutigen Variante am nördlichen Bodenseeufener. Die sozioökonomische Struktur der Dörfer und Haushalte wird anhand von Quellen beschrieben, die ab den 1580er Jahren fast sprunghaft dichter werden (Kapitel 4): Salem war damals eine relativ polarisierte Agrargesellschaft mit zahlreichen Haushalten am unteren Ende der Besitzskala und einer Oberschicht von grossen Bauern. Ähnlich zweigeteilt war die Agrarverfassung: Auf der einen Seite standen die vielen kleinen Güter, die den Bauern gehörten und im Erbgang jeweils an alle Kinder gingen; auf der anderen Seite gab es die grossen, unteilbaren Pachthöfe des Klosters, welche in der Regel mit mehreren Gesindepersonen bewirtschaftet wurden. Thema von Kapitel 5 ist das sogenannte «Sidelgericht», ein Niedergericht für die zentralen Siedlungen der Klosterherrschaft. Das Gericht wurde von fünfzehn meist aus der bäuerlichen Oberschicht rekrutierten Laienrichtern versehen und war nach Ansicht der Autorin für die Territorialisierung des Rechts sehr bedeutungsvoll. Das letzte Kapitel steht unter dem Titelzitat «Life is Good unter the Abbot's Crosier» und behandelt weitere Elemente der territorialen Verwaltung wie die Reichssteuern, Huldigungen, Supplikationspraxis, Verteidigungsanstrengungen. Dieses «gute Leben» hatte allerdings seinen Preis: Die Abgaben der Bauern lagen im Vergleich mit anderen Kleinterritorien der Gegend hoch, und die Leibeigenschaft scheint in Salem besonders strikt durchgesetzt worden zu sein.

Historiographisch lässt sich die Studie in die Forschungsdebatte zur spätmittelalterlich-frühneuzeitlichen Agrar- und Politikgeschichte einreihen, die mit Namen wie Tom Brady (Betreuer der Dissertation), Peter Blickle, David Sabean und André Holenstein zu charakterisieren ist. Die Autorin hat sich am stärksten von Blickle inspirieren lassen, setzt sich in verschiedenen Punkten aber auch klar gegen ihn ab. So unterstreicht sie mit Nachdruck, dass der Deutsche Bauernkrieg von 1525 keineswegs einen allgemeinen Niedergang einläutete und das Ausscheiden der bäuerlichen Beteiligung aus dem politischen Prozess bedeutete. Mit ihrer Darstellung ist es ihr gelungen, eine eigene Stimme zu finden, «a narrative of my own about the things I found most important», wie sie einleitend ihre Motivation umschreibt.

In einigen Punkten dürfte der tendenziell kommunalistische Ansatz in der *Scientific Community* allerdings keinen leichten Stand haben. Die Streitbeilegung von 1473 zwischen Kloster und Bauern wird zum Beispiel als «partnership agreement» bezeichnet (S. 76). Der erste Punkt dieses Dokuments akzentuiert die Leibeigenschaft der Gotteshausleute: Ist es angemessen, eine solche Beziehung zwischen Leihherr und Eigenleuten unter der Kategorie Partnerschaft (anstatt Herrschaft) einzuordnen? An mehreren Stellen verwahrt sich die Autorin davor, den

politischen Prozess in Salem während der betrachteten Periode als «statebuilding» anzusprechen. Sie will vielmehr zeigen, dass die kleine Klosterherrschaft eine politische Alternative zur Bildung von Flächenstaaten darstellte. Allerdings erfahren wir wenig über die Zeit, in welcher dann auch für Salem die Stunde des «Staates» schlug (war es ein Niedergang?). Meines Erachtens hätte man auch eine Position wählen können, wie sie etwa Wim Blockmans einnimmt, der die Vorteile von Kleinterritorien in der Frühneuzeit hervorhebt, ohne ihre Defizite aus den Augen zu verlieren.

Diese kritischen Bemerkungen sollen nicht darüber hinwegtäuschen, dass Katherine Brun mit ihrer Publikation einen wichtigen Forschungsbeitrag vorlegt – sorgfältig recherchiert, sehr detailliert und anschaulich ausgeführt. Der Beitrag reiht sich würdig ein in die Reihe der Untersuchungen, welche in den letzten Jahrzehnten an der amerikanischen Westküste zum süddeutschen und schweizerischen Raum im Übergang zur Neuzeit entstanden sind. *Jon Mathieu, Luzern*

Deborah R. Coen: **The Earthquake Observers. Disaster Science from Lisbon to Richter.** Chicago, University of Chicago Press, 2013. 300 Seiten, mit Abbildungen.

«Katastrophen kennt allein der Mensch, sofern er sie überlebt; die Natur kennt keine Katastrophen.»⁵ Max Frischs Romanfigur Herr Geiser nimmt eine der zentralen Erkenntnisse der neueren Umweltgeschichte vorweg: Naturkatastrophen als solche existieren nicht, die katastrophalen Konsequenzen sind immer das Ergebnis eines unglücklichen Zusammentreffens (geo)physischer Umstände und menschlicher Entscheidungen. Naturgefahren sind eine «Schnittstelle von Natur und Gesellschaft». Deborah Coen zeigt am Beispiel der Erdbebenforschung, wie dieser Schnittstellencharakter bei der Konstituierung der Seismologie im 19. Jh. unter einem physikalische mit sozialen und psychologischen Aspekten verknüpfenden, universalistischen Wissenschaftsideal zunächst zum zentralen Forschungsobjekt wurde und in der weiteren Entwicklung der Seismologie hin zu einer «exakten» Wissenschaft wieder aus der Disziplin verdrängt wurde. Die Seismologie wandelte sich zu einer instrumentengestützten «observatory science» (S. 163), wobei die konkret lebensweltliche Komponente zurücktrat.

«The world became shakier in the nineteenth century» (S. 1), nicht nur, weil dank intensivierter Forschung mehr Erdstöße registriert wurden, sondern auch, weil politische und gesellschaftliche Umwälzungen Wert- und Glaubenssysteme erschütterten. Hierfür bot sich das Erdbeben damals wie heute als eingängige Metapher an. So erschliesst Coen das Erdbebenphänomen nicht allein in seiner Eigenschaft als Forschungsgegenstand, sondern zugleich als gesellschaftlicher Diskurs und Parabel für den kulturellen Wandel in einem Zeitalter der Aufklärung, der Revolutionen und der Katastrophe(n). Das Erdbeben wird dabei auch zu einer Schnittstelle zwischen Wissenschaft und Öffentlichkeit.

Coen gliedert dieses vielschichtige Diskursgeflecht in zehn Kapitel, die sich dem Thema zur Hälfte aus einer globalen Perspektive nähern und u. a. Beobachtungsmethoden, wissenschaftliche Internationalisierung, Psychologie und Medialisierung des Phänomens diskutieren. Die andere Hälfte besteht aus lokalen Fall-

5 Max Frisch, *Der Mensch erscheint im Holozän. Eine Erzählung*, Frankfurt a.M. 1979, S. 271.

studien mit einem besonderen Fokus auf Praktiken der «citizen science»⁶ in einer Zeit vor der wissenschaftlichen Spezialisierung. Mangels zuverlässiger Instrumente stützen sich die frühen Seismologen auf die Beobachtungen gewöhnlicher Bürger – am «human Seismograph» (S. 7) offenbart sich die Schnittstelle zwischen Wissenschaft und Öffentlichkeit in einem geradezu experimentellen Setting. Es ist dies eine Praxis, die verloren ging, als der menschliche Seismograph vom instrumentellen und die beobachtbare Erdbebenintensität von der messbaren Richter-Magnitude in den Hintergrund gedrängt wurden. Die Fallstudien zu den Erdbebenschwärmen von Comrie (UK), zur Seismologie in der Habsburgermonarchie und Kalifornien sowie zur Schweizerischen Erdbebenkommission zeigen, dass sich die Spannweite der Erdbebenforschung – von der lokalen Feldstudie zur Messung der globalen Wellenausbreitung zur Erkundung des Erdkerns – auch in regionalen und nationalen Ausprägungen manifestiert. Zwischen 1878 und 1880 entstanden in der Schweiz, Italien und Japan erste Erdbebenbehörden «but only the Swiss made ordinary citizens a vital part of this undertaking» (S. 69). Coen sieht in der von Geistesgrößen wie Albert Heim oder F.-A. Forel gegründeten Kommission eine Art Musterbeispiel für die ganzheitliche Wissenschaftspraxis der frühen Seismologie, die dem Dialog mit der Bevölkerung und deren Beobachtungen grossen Wert beimass. Sie zeigt dabei überzeugend auf, dass die Schweizer Erdbebenforschung des späten 19. Jh. nicht allein Grundlagenforschung, sondern auch ein Projekt der Volksaufklärung («popular enlightenment»⁷) oder gar des Nation Building war: «The Swiss were being taught to feel the forces exerted by the mountains that united them» (S. 78). Zweifelhafter ist indes die These, dass die Erdbebenkommission bereits die Klärung der seismischen Gefährdung der grossen Infrastrukturprojekte zum Ziel hatte (S. 74) und damit wesentliche Themen neuerer Hazard Studies vorwegnahm.

«Man hält die Feder hin, wie eine Nadel in der Erdbebenwarte, und eigentlich sind nicht wir es, die schreiben; sondern wir werden geschrieben.»⁸ Aus jeder unserer Äusserungen spricht der historische Kontext. Und so ist Coen nicht nur ein höchst lesenswerter Beitrag zu aktuellen Debatten der Wissenschaftsgeschichte – wie etwa Professionalisierung, Disziplinenbildung oder Objektivität – gelungen, dessen Relevanz weit über die Geowissenschaften hinausreicht. Der an der Schnittstelle Erdbeben gebündelte Diskurs – zwischen Forschern und Gelehrten, Intellektuellen und Kulturschaffenden, Beamten, Journalisten und gewöhnlichen Bürgern – erzählt vielmehr eine – ihrerseits sehr ganzheitliche – Wissensgeschichte,⁹ die als kleine Kulturgeschichte der Moderne «on the cusp of the technocratic age»¹⁰ gelesen werden kann.

Remo Grolimund, ETH Zürich

6 Die «citizen science» wurde in der Seismologie in jüngerer Zeit wieder vermehrt aufgegriffen (cf. Coen, *op. cit.*, S. 269ff.; Richard M. Allen, Transforming Earthquake Detection?, in: *Science* 335 (6066), Januar 2012, S. 297–298) und ist gängige Praxis vieler Fachstellen, so auch des Schweizerischen Erdbebendienstes der ETH Zürich (<<http://www.seismo.ethz.ch/eq/detected/>>).

7 Z.B. S. 78; cf. Theodore M. Porter, How Science Became Technical, in: *Isis* 100 (2), Juni 2009, S. 299: «The Enlightenment – if this term may be taken to designate a faith in progress through the popular diffusion of knowledge – took place in the nineteenth century.»

8 Max Frisch, Tagebuch, 1946–1949, Frankfurt a.M. 1985, S. 19.

9 Cf. Daniel Speich Chassé, David Gugerli, Wissensgeschichte. Eine Standortbestimmung, in: *Traverse. Zeitschrift für Geschichte* 1(2012), S. 85–100.

10 Deborah R. Coen, The Tongues of Seismology in Nineteenth-Century Switzerland, in: *Science in Context* 25 (01), Januar 2012, S. 73; cf. Porter, *op. cit.*, S. 304.

Lynn Hunt: **L'invention des droits de l'homme. Histoire, psychologie et politique**, préface d'Amartya Sen. Genève, Editions Markus Haller, 2013. 310 pages.

Lynn Hunt, spécialiste américaine de l'histoire de la Révolution française, s'est aussi intéressée à l'histoire culturelle de l'Europe, à l'historiographie et aux théories du genre. Elle est actuellement professeure d'histoire à l'Université de Californie à Los Angeles. Son plus grand succès a été son ouvrage sur l'histoire des droits de l'homme, intitulé *Inventing Human Rights: A History*, paru chez Norton à New York en 2007. Cet ouvrage important est maintenant enfin accessible en français depuis sa parution à Genève aux éditions Markus Haller en 2013. Traduit de l'américain par Sylvie Kleiman-Lafon, l'édition genevoise est enrichie d'une préface d'Amartya Sen, prix Nobel d'économie en 1998.

L'auteure rappelle d'abord la nouveauté des prétentions universalistes apparues chez les penseurs du droit naturel du XVIII^e siècle, à la suite de la réflexion première d'un Hugo Grotius au siècle précédent. Elle a permis l'émergence d'une nouvelle forme de proclamation politique, génératrice de changement radical dans la conception d'un bon gouvernement: la déclaration des droits de l'homme. Ce changement n'a été cependant rendu possible que parce que les sensibilités avaient considérablement évolué au cours du XVIII^e siècle. C'est à ce moment de l'histoire européenne que le sentiment d'appartenance individuelle s'est le plus remarquablement développé, à travers l'épanouissement de la pensée des Lumières. Ce nouvel état d'esprit s'est largement diffusé dans la population par la littérature sentimentale à succès. L'auteure souligne ainsi le rôle joué par les héroïnes féminines de romans tels que la *Nouvelle Héloïse* (1761) ou bien encore par la grande vogue des romans de type épistolaire qui mettaient en avant l'irréductibilité de la personne individuelle, permettant le développement général du sentiment d'empathie. L'auteure voit ces changements à l'œuvre à travers l'évolution de l'appréciation de la torture, l'un des combats essentiels des penseurs progressistes dans les années 1780. S'appuyant par analogie sur la notion développée par Benedict Anderson de «communautés imaginaires», l'auteure peut ainsi parler «d'empathie imaginaire» (l'autre est comme moi) qui a servi selon elle de fondation aux droits de l'homme à la fin du XVIII^e siècle.

Les droits de l'homme se sont effectivement inscrits dans l'histoire grâce à la proclamation très rapprochée de deux grands textes politiques: la Déclaration d'indépendance de 1776 et celle des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Contrairement à la Bill of Rights de 1689 qui se référait aux anciens droits et libertés du peuple anglais qu'elle entendait garantir, les déclarations américaine de 1776 et française 1789 ont toutes deux proclamé l'égalité, l'universalité des droits naturels de l'homme compris comme «être humain». Cependant, l'auteure relève que la postérité immédiate de ces déclarations exceptionnelles a été plutôt décevante puisque leurs propositions révolutionnaires ont tardé à être appliquées intégralement, en dépit des nombreux débats contemporains. Les enfants, les malades mentaux, les prisonniers, les étrangers, les non-propriétaires, les esclaves, les noirs libres, quelques minorités religieuses parfois, et bien entendu les femmes, ont été d'abord systématiquement exclus de leur champ d'application. Il a enfin fallu attendre la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 pour que tous les êtres humains puissent enfin se prévaloir politiquement et légitimement de ces droits «naturels et universels» énoncés plus d'un siècle et demi plus tôt.

L'auteure cherche ensuite à comprendre l'apparition, d'un point de vue diachronique et synchronique, de tels textes programmatiques. Toutes ces déclara-

tions prétendent n'énoncer que des évidences qu'il s'agit simplement de rappeler dans une forme solennelle. La question est alors de savoir pourquoi il a alors fallu d'une part les proclamer, d'autre part les réitérer à plusieurs moments de l'histoire... Prolongeant son questionnement, elle se demande aussi pourquoi ces droits qui se présentent comme universels n'ont pas été immédiatement (et ne sont toujours pas complètement) reconnus universellement? Pour l'auteure les droits de l'homme doivent pouvoir répondre à 3 conditions essentielles pour être complètement légitimes: ils doivent être naturels, égaux pour tous, et applicables à tous. Sans s'opposer aux droits divins ou aux droits des animaux, ils doivent pouvoir se développer dans un monde séculier. Ils demandent enfin à être confortés par la participation de chacun à leur mise en œuvre.

Les déclarations des droits ne se sont pourtant pas contentées de signaler un changement d'attitude collective, elles ont aussi contribué à un transfert politique radical de souveraineté. Rappelant que les déclarations des droits du XVIII^e siècle ont été à la fois confirmation de droits existants et source fondatrice d'un nouveau modèle de gouvernement, républicain en Amérique, constitutionnel en France, l'auteure montre qu'elles ont constitué la première étape d'un processus complexe d'universalisation, certes chaotique, mais qui se poursuit encore de nos jours.

Elle remarque en effet qu'au lendemain de la geste révolutionnaire, les droits universels ont perdu du terrain au profit des droits particularistes et nationaux. Les guerres napoléoniennes ont joué un rôle certain dans l'assimilation entre droits de l'homme et impérialisme. Le succès des nationalismes après 1815 est alors devenu le cadre dominant de la discussion à propos des droits. L'auteure souligne le rôle des écrits contre-révolutionnaires dans la popularisation et la dissémination de l'idée des droits de l'homme à travers le monde. La contestation de l'idée d'une égalité universelle de tous les hommes, a permis par ailleurs d'introduire des philosophies soulignant au contraire les différences naturelles (et/ou biologiques) entre les hommes. Le paradoxe des droits de l'homme est qu'ils ont ainsi ouvert la possibilité au racisme, au sexisme et même à l'antisémitisme. Par ailleurs la réticence du marxisme à la défense des droits individuels et «égoïstes» de l'homme a longtemps contribué un frein à leur extension au niveau mondial.

Ils ont pourtant ressurgi comme des solutions nouvelles au lendemain de la seconde guerre mondiale. La déclaration universelle des droits de l'homme, signée par la presque totalité des pays représentés à l'ONU en dépit de résistances politiques certaines, s'apparente cependant plus à un ensemble d'aspirations qu'à une réalité à la portée de la main. Constituée en une liste d'obligations morales destinées à la communauté internationale, elle a longtemps manqué des moyens nécessaires à leur application. Elle a cependant donné un cadre aux discussions internationales et aux actions en faveur des droits de l'homme, en grande partie grâce au rôle politique grandissant des ONG lorsque les Etats avaient tendance à se replier sur eux-mêmes (guerre froide, conflits coloniaux, etc...).

Dans un dernier chapitre intitulé «Les droits de l'homme ont-ils échoué?» l'auteure analyse les limites réelles de l'empathie dans le développement des droits de l'homme, au XXI^e siècle comme au XVIII^e: «L'appel à des droits universels, égaux et naturels stimula le développement de nouvelles idéologies de la différence pouvant parfois aller jusqu'au fanatisme. Les nouveaux modes d'expression de l'empathie ouvrirent la voie à un sensationnalisme de la violence»

(p. 241). Les droits de l'homme poursuivent pourtant leur progression et s'étendent régulièrement à de nouveaux domaines d'application. A chaque nouveau droit énoncé correspond cependant un nouveau conflit. Pour l'auteure, s'il y a bien encore des défauts dans l'appareil international de défense des droits de l'homme, sa structure lui paraît pourtant bonne en tant que telle. Mais pour que cela fonctionne efficacement, l'auteure recommande de ne pas oublier d'y ajouter la force des convictions et des sentiments particuliers: «Ce processus avait et a encore aujourd'hui quelque chose de circulaire: nous savons ce que veulent dire les droits parce que nous sommes désarmés lorsqu'ils sont bafoués. La vérité des droits de l'homme est en ce sens paradoxale, mais elle n'en demeure pas moins évidente» (p. 243).

La traduction française de cet important ouvrage permet d'introduire auprès du public francophone des nouveaux paradigmes à l'œuvre depuis quelques années déjà dans une historiographie encore essentiellement anglo-saxonne. A côté des nombreuses études de type juridique et des témoignages d'acteurs, l'ouvrage de Lynn Hunt témoigne d'une mise en perspective nouvelle (et nécessaire) du concept des droits de l'homme dans l'histoire des idées politiques.

La remise en cause de l'hagiographie dominante est cependant encore extrêmement prudente chez l'auteure. Sa conception progressiste et sa vision finalement optimiste l'ont parfois fait accuser, par les plus radicaux représentants de cette nouvelle école historiographique (cf. les ouvrages récents de Samuel Moyn, Jan Eckel¹¹), de présenter une histoire encore trop téléologique du progrès et des droits de l'homme. Cela n'enlève cependant rien à l'intérêt et à l'originalité de sa lecture de l'histoire des droits de l'homme, fruit de la combinaison heureuse de la raison et des sentiments.

Valentine Zuber, Paris

Marita Keilson-Lauritz: Kentaurenliebe. Seitenwege der Männerliebe im 20. Jahrhundert. Hamburg, Verlag Männerschwarm, 2013. 184 Seiten.

Marita Keilson-Lauritz (geb. 1935) gehört einer aussterbenden Spezies an, sie ist Privatgelehrte und der Zwänge eines universitären Alltagsbetriebes seit jeher enthoben. Politische Zuordnungen funktionieren bei ihr nicht. Die Literaturwissenschaftlerin bzw. -historikerin studierte sowohl bei Hans Schwerte (1909–1999) als auch Hans-Joachim Schoeps (1909–1980). Bekannt wurde sie vor allem mit ihren Studien zur Rolle der Homoerotik im Werk Stefan Georges und der Geschichte homoerotischer Literatur. Mit dieser Thematik beschäftigten sich in der Vergangenheit vor allem (schwule) Männer, die umso bedachter waren, ihre Affinität zum Forschungsgegenstand wahlweise zu verschleiern oder besonders die Bedeutung wissenschaftlicher Objektivität zu betonen. Keilson-Lauritz dreht den Spieß schon in der Einleitung des vorliegenden Buches, das weitverstreute Einzelpublikationen sinnvoll vereint, um. Erst im Kreise schwuler Forscher, so ihre These (S. 8) habe eine fruchtbare Auseinandersetzung mit dem Themenkomplex «Homosexualität und Literatur» in den 1970er Jahren beginnen können. Damals lebte sie bereits in den Niederlanden mit ihrem Mann, dem Psychoanalytiker Hans Keilson (1909–2011), arbeitete in der Institution der George-Anhänger, dem «Castrum Peregrini», mit und untersuchte zeitgleich die Rolle der dort agie-

11 Samuel Moyn, Jan Eckel, *The Breakthrough: Human Rights in the 1970's*, University of Pennsylvania Press 2013.

renden älteren Bekannten in der Zeit des Nationalsozialismus. Diese Affinitäten sollten dem Leser gewahr sein, wenn er die Beiträge liest, deren einigendes Band die Rolle des pädagogischen Eros darstellt. Ein Begriff, der in den letzten Jahren angesichts verschiedener Skandale in Erziehungsanstalten schwer in die Kritik geraten ist. Doch Keilson-Lauritz geht darauf nicht ein, verzichtet sogar – und das ist nicht unproblematisch – auf die Thematisierung eines entsprechenden Vorfalls in der Zeit, die sie untersucht: die Affäre um die Erziehungsmethoden des Lebensreformers Gustav Wyneken (1875–1964)¹².

Thematisch behandeln die Aufsätze die literaturhistorischen Aspekte der homosexuellen Emanzipationsbewegungen, wobei sich Keilson-Lauritz bewusst nicht dem Mainstream unterwirft und sich auf den Arzt Magnus Hirschfeld (1868–1935) konzentriert, sondern diejenigen Protagonisten untersucht, die im schwul-lesbischen Geschichtsbild keine oder nur eine höchst marginale Rolle spielen. Hierzu zählten der Schriftsteller Adolf Brand (1874–1945), Personen aus dem George-Kreis oder der Orientalist und Politiker Carl Heinrich Becker (1876–1933). Hinzu kommen Essays über frühe Beispiele homoerotischen Literatur-schaffens, zum Beispiel Johann Wolfgang von Goethe (1749–1832) oder der weithin vergessene Eduard Kulke (1831–1897) und schliesslich ein Kapitel über den Beitrag des Religionsphilosophen Hans-Joachim Schoeps zu sexualpolitischen Reformdebatten der 1960er Jahre. Alle Aufsätze zeugen von dem grossen Interesse und der umfänglichen Bildung der Autorin sowie ihres Bemühens, den Leser für die dargestellten historischen Personen einzunehmen. Kritik am Handeln der Protagonisten klingt nur selten durch, zum Beispiel wenn Keilson-Lauritz anmerkt, die George-Adepten, die in den besetzten Niederlanden verfolgte jüdische Schüler aufnahmen, hätten sich vor allem von deren Aussehen bei der Wahl der zu schützenden Personen leiten lassen (S. 159).

Gerade jüngere Leser dürften angesichts des Sprachstils von Keilson-Lauritz staunen. Sie gebraucht häufig den Potentialis («könnte»; «vielleicht») oder stellt ihre eigene Meinung deutlich heraus. Alle Texte atmen den Hauch des Positivismus. Aktuelle Debatten, nicht nur zur Problematik der Existenz eines pädagogischen Eros, fehlen. Neuer, im Vergleich zum Erscheinungsdatum der einzelnen Aufsätze, erschienene Forschungsliteratur wurde allerdings in Fussnoten eingeführt. Die Haltung der Autorin zu diesen Trends bleibt dem Leser aber verborgen.

So ist das Urteil über das vorliegende Werk nicht nur positiv. Zweifellos, Keilson-Lauritz versteht es, die Seitenlinien der sexuellen Emanzipationsbewegungen des 20. Jahrhunderts zu beleuchten und so die auch in der Wissenschaftsgeschichte der letzten Jahre verbreitete einseitige Konzentration auf Magnus Hirschfeld und seine Anhänger als häufig geschichtsklitternden Tunnelblick zu demaskieren, aber dabei zeigt sie sich ebenso immun gegenüber Neuformulierungen wie manch Gelehrter, der sich auf die «Hauptlinien der Männerliebe» konzentriert.

Florian G. Mildenberger, Frankfurt/Oder

12 Siehe hierzu Thijs Maasen, *Pädagogischer Eros. Gustav Wyneken und die Freie Schulgemeinde Wickersdorf*, Berlin 1995.

Kateřina Čapková, Michal Frankl: **Unsichere Zuflucht. Die Tschechoslowakei und ihre Flüchtlinge aus NS-Deutschland und Österreich 1933–1938**, aus dem Tschechischen von Kristina Kallert. Wien/Köln/Weimar, Böhlau, 2012. 327 Seiten, Abbildungen (Reihe Jüdische Moderne, Bd. 13).

In der Tschechoslowakei hielten sich nach der nationalsozialistischen Machtübernahme vom Januar 1933 bis zum Münchner Abkommen von Ende September 1938 etwa 20 000 deutsche und österreichische Flüchtlinge auf. Die tschechoslowakische Flüchtlingspolitik wird in der Historiographie aufgrund der wohlwollenden Haltung gegenüber den politischen und kulturellen Eliten positiv beurteilt. Kateřina Čapková und Michal Frankl untersuchten jedoch die Behördenpraxis gegenüber den anderen Flüchtlingsgruppen und setzen sich kritisch mit dem Mythos der Tschechoslowakischen Republik (ČSR) als einer Insel der Demokratie und Toleranz auseinander.

Die Flüchtlinge der ersten Stunde, die deutschen Sozialdemokraten, wurden nicht nur von den einheimischen Parteimitgliedern, sondern auch von der Sozialistischen Arbeiterinternationale unterstützt. Ausserdem ist es ihnen gelungen, einen Teil des Parteivermögens über die grüne Grenze zu schmuggeln. Die Spitzenpolitiker und Funktionäre lebten in gesicherten Verhältnissen, die einfachen Parteimitglieder waren in überfüllten Massenlagern untergebracht. Die österreichischen Sozialdemokraten, die nach dem misslungenen Februarumsturz von 1934 in die ČSR flüchteten, hausten in Zeltlagern, die ihre Parteigenossen für sie einrichteten. Auch diese etwa 2000 Schutzbündler fanden eine freundliche Aufnahme. Die meisten emigrierten weiter in die Sowjetunion, wo sie grösstenteils Opfer der stalinistischen Justiz wurden.

Die Flüchtlinge aus der Sowjetunion wurden dagegen in der ČSR generös aufgenommen. Die staatliche Russische Hilfsaktion sorgte für sie nicht nur materiell, es wurde ebenfalls deren Bildung und Kultur unterstützt. Für Flüchtlinge vor dem NS-Regime mussten jedoch Hilfskomitees aufkommen.

Die zahlreichen Intellektuellen, Journalisten und Künstler konnten in der deutschsprachigen Presse oder Theatern mitarbeiten, sie gründeten eigene Periodiken, wie die Arbeiter-Zeitung, Arbeiter-Illustrierte Zeitung, Neue Weltbühne, Neuer Vorwärts, Prager Mittag, Europäische Hefte u. a., die auch regelmässig über die Grenzen gebracht wurden, genauso wie diverse Flugblätter. Im Malik-Verlag publizierte Wieland Herzfelde eine Reihe Exilautoren, sein Bruder John Heartfield stellte aus. Die prominenten Brüder Mann erhielten tschechoslowakische Pässe, obwohl Thomas Mann in Küsnacht und Heinrich Mann in Nizza lebte.

Die tschechoslowakische Staatsbürgerschaft besaßen die sogenannten Repatrianten, die nach der Machtergreifung in Deutschland und nach dem Anschluss in Österreich ihre dortige Existenz aufgeben mussten. Diese Flüchtlinge waren die Einzigen, die die Arbeitsbewilligung in der ČSR automatisch bekamen. Die anderen Flüchtlingskategorien durften nicht arbeiten, weil es in der ČSR während der Weltwirtschaftskrise 1 Mio. Arbeitslose gab.

Unerwünscht von Anfang an waren die Kommunisten. Trotzdem gelang es einigen KP-Spitzenfunktionären, wie Walter Ulbricht oder Franz Dahl, dank der Hilfe der einheimischen Partei in Prag zu leben. Die Gestapo versuchte die linken Funktionäre zu entführen oder lockte sie in die Grenzorte, um sie in das Dritte Reich zu verschleppen.

Ähnlich wie in der Schweiz gehörten zu den unerwünschten Flüchtlingen insbesondere die Ostjuden, die ursprünglich aus Polen oder aus Südosteuropa stamm-

ten. Sie arbeiteten bis zur Machtübernahme in Deutschland und gehörten zu den ersten Opfern der SA, die sie brutal über die Grenze jagte. Die deutschen Juden galten anfänglich als Rassenverfolgte, hatten einen Anspruch auf provisorische Pässe und eine begrenzte Aufenthaltsbewilligung. Die Hilfskomitees versuchten ihre Ausreise in die Drittländer zu organisieren, weil sich die ČSR als ein Transitland verstand. Eine tragische Wende bedeuteten die Nürnberger Rassengesetze vom September 1935. Seit diesem Zeitpunkt wurden alle Juden als Wirtschaftsflüchtlinge angesehen, die eine ökonomische Konkurrenz darstellten. Auch die sogenannte Rassenschande galt nicht als ein Fluchtgrund. Da die tschechoslowakische Regierung keine internationalen Konventionen über den Flüchtlingsstatus unterschrieben hatte, waren die Nichtarier der Behördenwillkür ausgeliefert. Vor den Ausweisungen ins Dritte Reich konnten sie bloss korrupte Beamten schützen. Die Hilfskomitees verfügten, trotz der internationalen Unterstützung, über zu wenig Geldmittel, um die legalen Ausreisekosten bezahlen zu können.

Die Flüchtlingsvorschriften wurden Mitte 1937 massiv verschärft, als die Aufenthaltsbewilligung nur für acht Bezirke in der Böhmischemährischen Höhe erteilt werden sollte. Die Massnahme wurde dank den Protesten der Medien und Hilfskomitees verschoben. Einer der Gründe der Verschärfung der Flüchtlingspolitik war der steigende Druck von NS-Deutschland auf die ČSR.

Schon einige Stunden vor dem Anschluss Österreichs am 12. März 1938 schloss die ČSR als der erste Nachbarstaat die Grenzen. Das Land wurde für die Flüchtlinge zum unsicheren Zufluchtsort und ab dem Herbst 1938 zu einer Falle.

Die erste kritische Publikation über die tschechoslowakische Flüchtlingspolitik 1933–1938 belegt deren tragische Entwicklung mit persönlichen Porträts. Čapková und Frankl werteten Archivdokumente in der Tschechischen Republik, in Israel, Deutschland, Österreich, USA und der Schweiz aus sowie die zeitgenössische Presse und Korrespondenz und die sehr zahlreiche Sekundärliteratur.

Helena Kanyar Becker, Basel

Jan Karski: Mein Bericht an die Welt. Geschichte eines Staates im Untergrund. Hg. von Céline Gervais-Francelle. Übers. von Franka Reinhart und Ursel Schäfer. München, Verlag Antje Kunstmann, 2011. 620 Seiten, Abbildungen.

Die Schweiz gehörte zu den wenigen europäischen Ländern, die Jan Karski (1914–2000) während des Zweiten Weltkrieges nicht durchquerte, um als Kurier der polnischen Untergrundbewegung in Frankreich, England oder den USA seine Aufträge zu erledigen. Dabei kannte er sie schon: 1936 hatte er einen achtmonatigen Studienaufenthalt bei der Internationalen Arbeitsorganisation (ILO) in Genf angetreten, um Material für seine Diplomarbeit und spätere Dissertation zur vergleichenden Demographie zu sammeln. Damals hiess er noch Jan Kozielewski, 1914 in Lodz geboren. Erst 1942 nahm er, nach mehreren anderen, den Decknamen Karski an, den er dann beibehielt. Zu dieser Zeit befand er sich bereits im Untergrund. Die aussichtsreiche Karriere eines Diplomaten war 1939 durch den deutschen Überfall auf Polen abgebrochen worden. Als Offizier geriet Karski in sowjetische, dann deutsche Gefangenschaft, konnte fliehen und wurde von der polnischen militärischen Widerstandsbewegung angeworben, aus der die Armia Krajowa, die Heimatarmee, hervorging. Nach kleineren Aufträgen wurde er 1940 nach Lemberg (Lwów) und weiter nach Frankreich geschickt, um dort über die Verhältnisse in Warschau und über den Stand der Untergrundarbeit zu

berichten. In Frankreich empfing ihn die polnische Exilregierung, und er wurde mit wichtigen Richtlinien und Instruktionen nach Polen zurückgeschickt.

Dort entfaltete sich nun ein regelrechter Untergrundstaat. Neben dem militärischen Zweig gab es eine Koalition der grössten Parteien sowie Delegierte der Exilregierung, die faktisch die Exekutive bildeten und eine Verwaltungsorganisation aufbauten. Ebenso wie der militärische Oberbefehlshaber waren die Delegierten den Vertretern der Parteien verantwortlich. Selbst ein Bildungswesen wurde organisiert. Dass eine solche Struktur unter den Bedingungen der deutschen Besatzung gelang, muss als eine aussergewöhnliche Leistung bewertet werden. Dazu bedurfte es allerdings vielfältiger Sicherungsmassnahmen: Alle Mitglieder des Untergrundes mussten nach strengen konspirativen Regeln leben, damit die Gestapo so wenig wie möglich Gelegenheiten für Verhaftungen erhielt. Zugleich wurden sie überwacht, und wem Verrat nachgewiesen werden konnte, musste mit seiner Erschiessung rechnen. Trotzdem gelangen der Gestapo immer wieder Erfolge im Kampf gegen den Untergrundstaat. Im Kampf gegen die Besatzung, einem «Schattenkrieg» (S. 363), wurde versucht, auf vielen Ebenen Boykott, Chaos und Verwirrung zu stiften, um die deutsche Herrschaft zu destabilisieren. Dazu gehörte auch, Polen, die dieser Linie nicht folgten, sozial zu ächten, und aktive Kollaborateure zum Tode zu verurteilen. Ein Denkmal setzt Karski in seinem Buch den zahlreichen Verbindungsagentinnen, ohne die die Untergrundtätigkeit nicht funktioniert hätte. Ein grosser Teil von ihnen wurde gefasst, gefoltert und ermordet.

Als Jan Karski 1940 erneut als Kurier nach Frankreich geschickt wurde, um die Exilregierung über die Lage in Polen zu informieren, geriet er in eine Falle der Gestapo, wurde festgenommen und fürchterlich gefoltert. In einer abenteuerlichen Aktion befreite ihn die Untergrundorganisation aus dem Krankenhaus, in das er nach einem Selbstmordversuch verlegt worden war. Erst 1986 erfuhr Karski, dass die meisten seiner Befreier von den Deutschen ermordet oder in ein KZ eingeliefert worden waren; zusätzlich hatten diese als Vergeltung 32 Einwohner der Stadt erschossen. Karski wurde nach seiner Genesung in der Propaganda-Arbeit eingesetzt.

1942 sollte er dann erneut als Kurier die Exilregierung aufsuchen, die nun in London residierte. Neben den Berichten über die Zustände in Polen und die Aktivitäten der Widerstandsbewegung kam ihm diesmal eine besondere Aufgabe zu: Er sollte über das Schicksal der Juden aufklären (damit wirft das Buch auch Licht auf die Haltung der Untergrundorganisation gegenüber der jüdischen Bevölkerung). Karski war in Lodz in einem Milieu aufgewachsen, in dem es ein gutes Verhältnis zu Juden gab. Vor allem ein Vertreter des jüdischen Arbeiter-Bundes, Leon Feiner, ermöglichte es ihm jetzt, sich an Ort und Stelle über das Ghetto von Warschau zu informieren, und schmuggelte ihn in ukrainischer Uniform in das Vernichtungslager von Izbica Lubelska zwischen Lublin und Belzec. Was er dort sah, konnte er nur als «Grauen» beschreiben (S. 482). Neben Feiner unterrichtete ein führendes Mitglied der zionistischen Organisation, dessen Identität bislang nicht festgestellt werden konnte, Karski detailliert über die NS-Massnahmen. Beide beschworen ihn, die Westmächte aufzurütteln und zur Rettung der noch lebenden Juden aufzufordern. Zu diesem Zweck sollte er auch den jüdischen Vertretern im polnischen Nationalrat der Exilregierung alles, was er erlebt hatte, genau mitteilen. Karski sprach dann in London lange mit Szmuel Zygielbojm, dem dortigen Bund-Vertreter. Dieser nahm die ihm übermittelte Aufgabe so

ernst, dass er, nachdem seine Bemühungen bei den britischen und amerikanischen Stellen erfolglos geblieben waren, 1943 den Freitod wählte, um auf diese Weise die Welt zum Handeln zu bewegen. Doch auch dies blieb vergeblich.

Karski war über Berlin (!), Brüssel, Paris und Madrid nach London gekommen. Er setzte die polnische Exilregierung, die britische Regierung und Repräsentanten anderer Regierungen über die Lage in Polen in Kenntnis. 1943 hatte er dann auch Gelegenheit, seine Berichte der US-Regierung – darunter Präsident Roosevelt persönlich – zu unterbreiten. Es waren die genauesten Informationen über die Arbeit des polnischen Untergrundes, über die deutsche Besatzung und nicht zuletzt über das Schicksal der jüdischen Bevölkerung, die zu dieser Zeit die Westmächte erreichten. So eindringlich Karski auch sprach und so aufmerksam man ihm zuhörte – zur Rettung der Juden geschah nichts.

Mit seinem Buch «Story of a Secret State», und ebenso mit Vorträgen und Radiosendungen, wandte sich Karski 1944 an die Weltöffentlichkeit. Damit legte er auch Zeugnis darüber ab, dass die führenden westlichen Politiker – entgegen ihren Behauptungen – sehr früh von der Judenvernichtung erfahren und nichts dagegen unternommen hatten. Aufgrund der politischen Entwicklung im Nachkriegspolen kehrte Karski nicht dorthin zurück. Seit 1952 lehrte er Politikwissenschaft an der Georgetown University, 1954 erlangte er die amerikanische Staatsbürgerschaft. Im selben Jahr lernte er Pola Nirenska kennen, eine polnische Jüdin, die zum Katholizismus konvertiert war; sie heirateten 1965. Seit Ende der 1970er Jahre ging er dann wieder an die Öffentlichkeit – etwa in Claude Lanzmanns Film «Schoah» – und beteiligte sich an der historischen Aufarbeitung der Judenvernichtung. In einem Vortrag führte er 1981 aus, dass er, ein praktizierender Katholik, selbst «Jude geworden» sei, als er habe feststellen müssen, dass der Westen taub gegenüber den Hilferufen der Juden gewesen sei. Diese Haltung bezeichnete er als «Sündenfall», der «die Menschheit bis ans Ende der Welt verfolgen» werde (S. 8).

Ende 1999 erschien Karskis Buch in Polen. Auf der Grundlage des englischen Originaltextes und einer französischen Neuauflage ist nun die deutsche Ausgabe veröffentlicht worden. Neben einer informativen Einleitung der Herausgeberin enthält sie ausführliche Anmerkungen. Diese sind notwendig, weil Karski 1944 viele Geschehnisse nur andeuten und die Namen der Untergrundkämpfer verschlüsseln musste, um sie nicht zu gefährden. Auf diese Weise ist das bewegende Buch zu einer erstrangigen historischen Quelle über die polnische Untergrundorganisation geworden – und zugleich über das Versagen der führenden westlichen Politiker bei den Bemühungen, die Vernichtung der jüdischen Bevölkerung zu verhindern.

Heiko Haumann, Elzach-Yach und Basel

Peter Haber: **Digital Past. Geschichtswissenschaft im digitalen Zeitalter.** München, Oldenbourg Verlag, 2011. 184 Seiten.

Die kurz gehaltene und kurzweilige Publikation der Habilitationsschrift des in diesem Jahr verstorbenen Peter Haber befasst sich mit der Fragestellung, wie sich die Geschichtswissenschaft – und damit verbunden die Geschichtsschreibung und die Wahrnehmung von Geschichte – im digitalen Zeitalter verändert. Drei Aspekte will Peter Haber beleuchten: die Anfänge der elektronischen Datenverarbeitung in der Geschichtswissenschaft, den Wandel der Ordnungen historischen Wissens und die heutige historische Arbeitspraxis mit elektronischen Systemen. Viele Anregungen erhielt Haber durch die Nutzung der digitalen Medien, die er als kol-

laborative Arbeitsinstrumente verstand. World Wide Web, Weblogs und Internet-Telefonie sowie die Nutzung umfangreicher Datenbanken gehörten für ihn zum Rüstzeug eines modernen Historikers.

Haber legt zuerst dar, wie und von wem elektronische Datenverarbeitungsgeräte in der Geschichtswissenschaft seit Beginn der 1960er Jahre genutzt wurden. In den Anfängen beschränkte sich dies hauptsächlich auf quantitative Ansätze, Dokumentationssysteme und Textbearbeitung und -analyse. Mit der Einführung des Personal Computers, der sich bei Historikern 'nur' als komfortable Schreibmaschine etablierte, und der Verbreitung des Internets (dessen Entstehung ebenfalls umrissen wird), entstanden neue Verschriftlichungsprozesse, die heute noch nicht abgeschlossen sind (E-Mail, Short Message Services, Chat, Foren usw.). Das Internet wurde mehr und mehr für Fachdienste und Fachkommunikation genutzt (H-Net, Bibliothekskataloge usw.), deren Entstehungsgeschichte Haber ebenfalls umreißt.

Die Darstellung der Strukturen der Wissensordnungen im Wandel der Zeit, von der Bibliothek zu Alexandria zum Internet Archive, führt zur Erkenntnis, dass im Internet eine neue Kultur der Un-Ordnung entsteht. Wissen wird auf so unterschiedliche Arten miteinander verknüpft, so dass von Ordnungen gesprochen werden muss, die teilweise gegensätzliche Zugänge bieten. Solche Verknüpfungen bieten Wissensdatenbanken wie Wikipedia oder Suchmaschinen wie Google. Doch die Resultate einer Wissenssuche können sehr tückisch sein, wie Haber darlegt. Eine Suche auf Google bringt einerseits immer ein Resultat, andererseits ist das Resultat schon vorgefiltert. Was relevant ist, entscheidet ein Algorithmus, nicht der Suchende. Das bedeutet vielfach auch, dass Relevantes nicht gefunden wird, weil es in der Ergebnisliste nicht erscheint. Auf das Wissen, wie Wissen im (hybriden) Informationsraum gefunden werden kann und wie dessen Qualität zu beurteilen ist, muss noch stärker Wert gelegt werden.

Historiker müssen sich eine fundierte Medienkompetenz aneignen. Einerseits wird der Informationsraum stetig erweitert: Datenbanken (z.B. Bibliothekskataloge) werden verlinkt und mit ergänzenden Informationen versehen (Metadaten), Volltextsuchen können auf immer mehr Objekte angewendet werden, Daten werden in komplexen Modellen dargestellt. Andererseits weisen digitale Objekte neue und andere Eigenschaften auf als analoge und müssen dementsprechend kritisch hinterfragt werden, was eventuell einer neuen Methode bedarf. Haber fragt nach einer Anpassung der bisherigen Historischen Quellenkritik nach Droysen und stellt die technischen und rechtlichen Problematiken im Umgang mit digitalen Objekten dar. Neue Konzepte wie Data Driven History und Plattformen für kollaboratives Arbeiten und Publizieren könnten der Geschichtswissenschaft neue Impulse verleihen, ohne die qualitativen Ansprüche herabzusetzen. Die Nutzung solcher hilfreicher Tools ist in der akademischen Geschichtsschreibung hingegen (noch) wenig anerkannt.

Peter Haber zeichnet mit «Digital Past» nach, wie 'der Computer' in der Geschichtswissenschaft Verwendung fand und welche Problematiken sich heute bei der Nutzung von Internet und digitalen Quellen stellen. Die genannten Aspekte werden fundiert dargestellt und bieten eine Einführung in die geschichtswissenschaftliche Arbeitspraxis. «Digital Past» sollte für jeden Historiker zum Curriculum gehören, weil es die Grundlagen der Informationsverarbeitung in der Geschichtswissenschaften darlegt. Die Sensibilisierung für die Problematiken im Umgang mit den elektronischen Medien ist sowohl bei 'Digital Natives', welche

mit Personal Computer und Internet aufgewachsen sind, als auch bei 'Digital Immigrants', welche noch mit Füllfederhalter und Schreibmaschinen hantierten, nicht grundsätzlich gegeben. Welche zusätzlichen Fertigkeiten (z.B. aus den Archiv- und Bibliothekswissenschaften oder der Informationstechnologie) ein Geschichtswissenschaftler im 21. Jahrhundert benötigt, ist eine der von Haber aufgeworfenen zentralen Fragen. Die Weiterentwicklung der Historischen Methode ist für ihn ein weiterer wichtiger Schritt, die Geschichtswissenschaft in die digitale Zukunft zu überführen. Vor allem wie digitale Arbeitstechniken im und mit Web 2.0 / 3.0 / ... für die Geschichtswissenschaft nutzbar gemacht werden können und wie sie das Fach selbst verändern.

«Digital Past» bereichert die Diskussion in den Digital Humanities (einem nicht genau definierbaren Begriff), welche sich mit digitalen Arbeitsmethoden auseinandersetzen. Peter Haber bettet in die Entstehungsgeschichte der geschichtswissenschaftlichen elektronischen Arbeitstechnik die damit verbundenen Probleme für die historisch-kritische Methode ein und zeigt auf, welche Arbeitstechniken von Historikern zukünftig eingesetzt werden sollten oder sogar müssten. Zwar fokussiert er sich auf diese Techniken, die aufgeworfenen Fragen sind hingegen für die gesamte Wissenschaft von Bedeutung. Für die Geschichtswissenschaft hat die Auseinandersetzung mit digitalen Quellen und Arbeitsmethoden mit «Digital Past» erst begonnen – unverständlicherweise.

Pascal Föhr, Basel